

T

D

E

O

Rapport d'activité

2000



**Observatoire français
des drogues
et des toxicomanies**

T

D

E

O

Rapport ***d'activité***

2000

Avant-propos

Ce rapport retrace notre activité au cours de l'année 2000, année charnière pour l'établissement dans la mise en œuvre de ses orientations de travail prioritaires qui lui étaient fixées pour la période 1999-2001. Ces orientations s'inscrivent dans le cadre plus global des objectifs du plan gouvernemental de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances 1999-2001. Un des axes stratégiques de ce dernier vise à améliorer le dispositif français d'observation, d'étude et de recherche afin de permettre aux pouvoirs publics d'anticiper les évolutions et de prendre les décisions au bon moment.

L'observatoire, outil au service de la politique publique, par son action contribue activement à la mise en œuvre de cet axe stratégique.

Au milieu du gué, un constat s'impose : le travail est bien engagé.

L'OFDT poursuit son travail de fond sur l'amélioration des indicateurs existants. À ce titre, il anime au terme de cette année cinq groupes de travail pluri-institutionnels. D'autre part, l'effort engagé par l'Observatoire sur la mise en place d'un système pérenne d'observation des consommations en population générale permet de combler une des lacunes principales du système d'information français sur les usages de drogues. La réalisation d'un premier exercice de l'enquête dans le cadre de la journée de préparation à la défense (ESCAPAD) vient boucler ce dispositif : les quatre enquêtes qui en constituent la base ont été réalisées au cours des années 1999 et 2000.

Le double dispositif novateur de détection des phénomènes émergents (TREND) et de surveillance des drogues de synthèse (SINTES) a été mis en place. Il a déjà montré son utilité par les informations produites. Son évaluation, prévue à l'origine, en souligne les apports et nous permettra de mieux l'ajuster à ses objectifs dès l'année 2001. L'effort déployé sur ce dispositif a placé la France au cœur de l'action commune européenne sur les drogues de synthèse, comme l'illustre sa contribution récente à la surveillance du PMA.

L'année 2000 aura également vu une montée en charge de l'Observatoire sur un axe nouveau de son action : le domaine de l'évaluation. Le comité interministériel de septembre 2000 a confié à l'établissement un mandat d'évaluation portant sur le plan triennal du gouvernement. Au-delà de la préparation de cette démarche et des évaluations de dispositifs ou actions spécifiques mises en place ou finalisées, l'établissement a engagé un travail en profondeur qui devrait contribuer au développement d'une « culture de l'évaluation » dans ce secteur, préalable à toute démarche d'évaluation des politiques publiques. L'élément le plus représentatif à cet égard est sans doute la dynamique créée lors des phases d'élaboration collective des questions d'évaluation.

L'importance du volume de travail effectué sur la base des orientations fixées à l'établissement par son conseil d'administration est illustrée par le nombre de publications produites cette année. Le développement quantitatif et qualitatif des supports de valorisation de nos travaux trouve un écho dans l'audience grandissante de ceux-ci auprès des professionnels du secteur et du grand public.

Toutes ces avancées n'ont été rendues possibles que par l'engagement d'un collectif animé par une équipe mobilisée en permanence, alliant : partenaires institutionnels, acteurs de terrain et membres du collège scientifique. Je tiens à remercier l'ensemble des personnes ainsi impliquées dans cet effort visant à mieux comprendre le phénomène de l'usage des drogues. Il me reste à prendre date l'année prochaine pour le bilan qui devra être fait sur la réalisation de notre programme de travail triennal.

Jean-Michel COSTES, directeur



Sommaire

AVANT-PROPOS	3
VEILLE ET AMÉLIORATION DES INDICATEURS	7
Veille des indicateurs	7
Amélioration des indicateurs	9
Dispositif d'enquêtes en population générale	11
SURVEILLANCE DES TENDANCES	15
Le dispositif TREND	17
Le Système d'identification national des toxiques et substances (SINTES)	17
L'évaluation des dispositifs Trend et Sintes	18
ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	21
Méthode pour la conduite d'un projet d'évaluation	23
Définition du programme d'évaluation globale du plan triennal	24
Évaluation de dispositifs plus spécifiques	24
Autres évaluations	26
État des lieux des actions de prévention en France	27
Rapports d'activités des chefs de projets	27
EXPERTISE	29
Méthodologies, projets d'études	31
Traitements de données	32
Participations aux colloques et séminaires	33
Séminaires et rencontres organisés à l'OFDT	34
POINT FOCAL FRANÇAIS	35
Contrat Reitox 2000	37
VALORISATION ET DIFFUSION	41
Publications 2000	43
Le site internet	44
La documentation	44
Partenariat avec Toxibase	45
ADMINISTRATION, FINANCES ET LOGISTIQUE	47
Personnel	49
Services financiers	49
Informatique et services généraux	50
ORGANES STATUTAIRES	51
Conseil d'administration et assemblée générale	53
Collège scientifique	53
ANNEXES	55

Veille et amélioration des indicateurs

Extrait des orientations de travail 1999-2001
fixées par le conseil d'administration
(26/11/1998) :

« L'OFDT doit être à même de donner la mesure la plus exacte possible du phénomène des drogues et de leurs usages. À cette fin, il lui appartient d'analyser les indicateurs existants et de suggérer les mesures propres à améliorer la qualité et la fiabilité des sources provenant des différents ministères et autres organismes. »

« L'OFDT doit consolider le dispositif d'observation en population générale existant en intégrant les questions intéressantes pour son domaine d'observation (Baromètre Santé, INSEE, CREDOC...). »

« Si des lacunes sont identifiées, il appartient à l'OFDT de développer les travaux permettant de les combler. »

Veille des indicateurs

Animation des groupes de travail

L'année 2000 aura vu aboutir les démarches engagées par l'OFDT visant à tisser des liens étroits avec les groupes de travail thématiques existants sur l'alcool et le tabac (IDA et IDT) ou à en susciter de nouveaux sur les drogues illicites (groupe de travail sur les demandes de traitement, sur la mortalité et sur le trafic). Tous ces groupes de travail se réunissent désormais à l'OFDT. Le pôle Indicateurs est chargé de l'animation et du secrétariat de ces cinq groupes (préparation des réunions, circulation des documents, rédaction des compte rendus).

Groupe Indicateurs d'alcoolisation (IDA)

Le groupe IDA, après négociation d'une charte définissant les rôles respectifs du groupe et de l'OFDT, a tenu sa première réunion à l'OFDT en octobre. Ce groupe se propose d'actualiser l'ouvrage *L'alcool à chiffres ouverts* qu'il avait élaboré auparavant. La version actualisée sera mise en ligne sur le site internet drogues.gouv.fr.

Groupe Indicateurs et données sur le tabac (IDT)

Sur la base d'un projet de charte, ce groupe a également accepté le principe d'un accueil et d'une animation par l'OFDT. Ces fonctions étaient tenues en 2000 par le CFES.

Groupe Indicateurs drogues illicites (IDI)

Ce groupe de travail s'est constitué avec comme projet de faire un état des lieux du dispositif d'observation et d'enquête auprès des usagers de drogues et de déterminer les besoins des différents acteurs du champ des drogues (administration, professionnel de la prise en charge, usagers) en matière de système d'information. Dans cet objectif, le groupe a entamé, dès novembre 2000, les auditions de différentes personnalités.

L'Observatoire, cheville ouvrière de ce groupe très actif (une réunion plénière tous les deux mois et une réunion restreinte entre chaque réunion plénière), traduit, concrétise et rend opérationnels les souhaits exprimés par le groupe. La phase de création du groupe s'est traduite par une activité soutenue de prises de contact et d'explicitation auprès du nombre important de personnes pressenties pour faire partie de ce groupe.

Groupe mortalité (usagers de drogues illicites)

Réuni pour la première fois en novembre 2000, ce groupe vise un échange d'information entre les différents producteurs de données (INSERM, OCRTIS, ré-

seau des CEIP et InVS) et les principaux utilisateurs de ces sources ou d'autres données sur ce thème (MILDT, OFDT, DGS). Par ailleurs, ce groupe cherchera à identifier les lacunes du système d'information français et les solutions que chacun peut apporter. À l'issue de la première réunion, il a été décidé que la question de la transmission des données des instituts médico-légaux (résultats des autopsies et des analyses toxicologiques pour confirmer et préciser les cas de décès liés à l'usage de drogues illicites) est jugée prioritaire et que le groupe appuiera les démarches de l'OFDT ou d'un autre organisme effectuées dans ce sens.

L'autre chantier prioritaire concerne la question de la couverture et du recoupement des trois fichiers enregistrant des décès directement liés à l'usage de drogues illicites (fichiers de l'INSERM, de l'OCRTIS et des CEIP). Différents croisements de fichiers pourraient être rapidement effectués.

Le groupe mortalité apportera aussi son expertise aux projets d'étude de la mortalité initiés par l'OFDT (mortalité d'une cohorte d'usagers interpellés et mortalité d'usagers pris en charge).

Groupe trafic

Ce groupe de travail s'est également constitué en 2000 et vise une amélioration des indicateurs de l'action des services répressifs en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants. Il associe les différents ministères concernés (Intérieur, Justice, Finances, Défense). Il s'est réuni cinq fois au cours de l'année 2000 et a abouti à la réorganisation d'une partie des données du FNAIS, le fichier des interpellations tenu par l'OCRTIS, qui permet d'affiner les catégories statistiques existantes: enregistrement des circonstances de l'interpellation, de la nature du lieu de l'interpellation et de la nature du réseau en cause. Cette nouvelle nomenclature doit faire l'objet d'une phase de test au début de l'année 2001.

Base de données des tableaux statistiques

L'OFDT a mis à jour et a amélioré la base de données des tableaux statistiques. L'ensemble des tableaux présentés a fait l'objet d'un examen critique pour juger de la pertinence des informations mises à disposition du public.

Amélioration des indicateurs

Suivi des différentes enquêtes et études

Études sélectionnées suite à l'appel d'offres 1997-OFDT¹

L'état d'avancement (remise de rapport final, évaluation et publication) de l'ensemble des études lancées suite à l'appel d'offres 1997 est annexé dans le présent document

Enquête de la DREES

L'OFDT a collaboré avec la DREES à la publication en avril 2000 d'un numéro d'*Études et résultats* consacré aux résultats de l'enquête sur les recours des toxicomanes auprès des structures sanitaires et sociales.

Dès 1999, l'OFDT s'est efforcé de sensibiliser la DREES et la DGS à la problématique de l'harmonisation des statistiques de prises en charge au niveau européen. La DREES a adopté en 2000 le principe d'une refonte de cette enquête en vue d'améliorer la qualité et la pertinence des données recueillies (en intégrant notamment le secteur de la médecine de ville dans le champ de l'enquête) et également pour intégrer les recommandations du protocole européen d'enregistrement des demandes de traitement. La DREES a mis en place un groupe de travail auquel l'OFDT participe activement.

Enquête sur la prise en charge des usagers de drogues par les médecins généralistes

La prise en charge des usagers de drogues par les médecins généralistes n'est pas couverte par le système public d'enquête existant. C'est ce qui a conduit l'OFDT à reconduire pour la dernière fois l'enquête menée par la société EVAL auprès des médecins généralistes en 1992, 1995 et début 1998.

À l'automne 2000, l'OFDT a mené, en collaboration avec la société EVAL, une réflexion sur le questionnaire de l'enquête. Pour permettre les comparaisons, de nombreuses questions ont été conservées telles qu'elles figuraient dans le questionnaire de 1997. Néanmoins, au vu du bilan tiré des enquêtes précédentes, certaines questions ont été reformulées, d'autres ont été rajoutées et d'autres encore supprimées. L'enquête auprès des médecins a commencé au mois de décembre 2000.

Enquête Alcool DREES-ORS-OFDT

Il s'agit d'une enquête « un jour donné » menée auprès des patients venus consulter en médecine de ville ou présent à l'hôpital (hospitalisation complète). L'objectif principal de cette enquête est de mesurer la prévalence des problèmes d'alcool chez ces patients.

L'OFDT a été sollicité par la DREES et les ORS pour participer à la conception et au financement de cette enquête, qui, compte tenu d'un objectif de représentativité régionale, porte sur un échantillon très important. Le groupe projet de l'enquête auquel l'OFDT participait a tenu de nombreuses réunions à la fin du premier semestre 2000.

Après publication des premiers résultats par la DREES, l'OFDT aura accès aux bases de données pour mener des exploitations secondaires.

Étude Sécurité routière

A l'initiative du ministère des Transports, un premier texte législatif, dit loi Gayssot (18 juin 1999), pose le principe d'un dépistage systématique de tous les conducteurs impliqués dans les accidents mortels de la circulation. Ce texte a pour but de mettre en place une étude qui doit permettre de déterminer s'il existe une corrélation entre prise de stupéfiants et accidents de la route.

L'OFDT suit de près ce dossier puisqu'il sera chargé en 2001 du lancement, puis du pilotage de cette étude Sécurité routière. À ce titre, il a contribué à la rédaction du cahier des charges, en collaboration avec le bureau des pratiques addictives/6B de la sous-direction santé et société de la DGS (ex-bureau SP3).

Cette question de la conduite sous l'emprise de stupéfiants faisant l'objet de plus en plus de demandes (provenant notamment de la MILDT), l'OFDT a procédé à un premier état des lieux de la littérature française sur ce thème et a mis en place un tableau de bord des quelques données de prévalence existantes en France ou en Europe.

Rapport d'activité national des CSST

L'OFDT a été chargé par la DGS de faire une exploitation statistique des rapports types des CSST. Les tableaux de données et un rapport préliminaire ont été remis en octobre 2000 à la DGS qui souhaitait rédiger un rapport définitif. À la fin de l'année 2000, cette rédaction n'était pas terminée.

Syndrome de sevrage des nouveaux-nés de mères toxicomanes

Il s'agissait d'une demande de financement « ex-post », une fois le recueil des données déjà achevé. La richesse du matériau et la rareté des études sur ce sujet ont conduit l'OFDT à accepter de fournir un financement complémentaire pour achever l'exploitation des données. M. LE JEUNE en est le responsable scientifique. Les données seront disponibles dès 2001.

Consommation tabagique de l'adolescent asthmatique

Ce projet soumis par la MILDT à l'avis du collège de l'Observatoire et dirigé par M. HAYDER était fin 2000 en suspens : une re-formulation du projet est en cours.

Indicateurs de coûts de drogues et efficacité des politiques publiques

Suite à l'avis positif des rapporteurs, l'OFDT a accepté de financer ce projet d'étude qui correspond aux orientations de travail sur la question des indicateurs. M. KOPP à la charge de la réalisation de cette étude.

Étude sur la politique néerlandaise en matière de drogues

Coauteur du rapport sur la politique néerlandaise en matière de drogues, la nouvelle chargée d'études du pôle Indicateurs a donc été assez fortement mobilisée autour de la publication de ce rapport dans la collection bleue de l'OFDT (rédaction finale, rédaction d'un numéro de Tendances) et de la préparation d'un séminaire franco-néerlandais organisé début 2001 par la MILDT pour clore une série d'échanges entre fonctionnaires des deux pays.

Indicateurs de prévalence

Le projet capture/recapture, dont la coordination a été confiée par l'OFDT à l'ORS Midi-Pyrénées, a rendu son rapport final courant 2000. Après validation par le collège scientifique de l'Observatoire et des experts extérieurs, cette étude sera rendue publique début 2001.

Il s'agit d'une étude multicentrique (Lens, Lille, Marseille, Toulouse et Nice) devant aboutir à des estimations localisées de prévalence des usagers d'opiacés et de cocaïne à problèmes. L'objectif est aussi d'évaluer la faisabilité d'une estimation nationale sur les bases de la méthode capture/recapture et, à terme, (par l'équipe de l'OFDT) de proposer un guide présentant les avancées et les écueils de cette méthode.

Indicateurs locaux

La base de données des indicateurs départementaux nécessite tout d'abord un travail régulier d'actualisation des données. Elle est également progressivement améliorée et enrichie. Au cours de l'année 2000, les données relatives au nombre de recours dans les centres de cure ambulatoire en alcoologie ont été intégrées à la base. Des démarches ont été entreprises afin de recueillir de nouvelles données départementales en ce qui concerne les médicaments psychotropes et les substituts nicotiniques vendus dans les officines.

L'OFDT reçoit un nombre croissant de demandes émanant d'organismes locaux (DDASS, DRASS, ORS et CIRDD) portant sur les indicateurs départementaux. Certaines demandes, non prévues dans le mode d'interrogation actuelle de la base, nécessitent un temps relativement long pour les satisfaire.

Compte tenu de l'intérêt suscité par cette base, sa « mise en ligne » est envisagée courant 2001.

Par ailleurs, l'Observatoire est sollicité, de par son expertise sur les indicateurs locaux, pour fournir à la MILDT et au bureau SD6B de la DGS les données quantitatives permettant d'objectiver la répartition de certains crédits budgétaires de ces deux organismes entre les départements.

La réflexion sur la mise en place d'un dispositif d'observation en population générale, pérenne et cohérent, a été poursuivie au long de l'année 2000.

Le travail effectué cette année, conformément aux orientations de travail, contribue à pallier les manques en information sur l'ampleur des phénomènes d'usage au sein du système statistique français.

Dans ce sens, l'OFDT s'appuie sur la commission « Enquêtes en population générale » issue du collège scientifique et des groupes de projet méthodologiques qu'il coordonne et anime. Ces derniers ont pour objet de gérer les aspects pratiques des enquêtes et peuvent être mobilisés autant que de besoin pour aider à la mise en œuvre des actions. Il comprend des « méthodologues », des personnes ayant une bonne connaissance du terrain et des spécialistes de la formulation des questions.

Dispositif d'enquêtes en population générale

Les principales enquêtes

L'OFDT participe à l'analyse du Baromètre santé « jeunes + adultes » coordonné par le CFES, en articulant une logique de partenariat et de suivi des tendances à une logique de recherche. L'Observatoire, sur cette enquête, a largement contribué à la réflexion sur les méthodes (notamment la construction d'un argumentaire à la CNIL en vue de l'interrogation des ménages sur listes rouges), le questionnaire et la formation des enquêteurs. De plus, le suivi du terrain, le re-codage et la préparation de la base et de l'analyse ont été réalisés en partenariat. Les premiers résultats ont été diffusés au mois de septembre 2000 et la publication finale devrait intervenir en fin d'année 2001.

La seconde enquête, dont a la charge l'Observatoire, est l'enquête en milieu scolaire, ESPAD (European School Survey on Alcohol and Other Drugs). Démarrée en 1999, celle-ci s'effectue dans un cadre de comparabilité avec les pays européens et de reproductibilité dans le temps. Sa réalisation a été confiée à l'équipe « Santé de l'adolescent » de l'INSERM (M. CHOQUET et S. LEDOUX).

Animation du comité de pilotage, suivi de la mise en place de l'étude et élaboration du plan d'analyse, telles ont été les principales actions menées par l'Observatoire. La publication des premiers résultats a eu lieu en mars 2000 (*Tendances*, n° 6). Sa publication

finale devrait intervenir au second trimestre 2001. Cette année a été marquée par le projet d'enquête annuelle au cours de la Journée d'appel de préparation à la défense, dite ESCAPAD¹. Pour cette enquête, l'OFDT a animé et coordonné un groupe d'experts afin de mettre au point le protocole et le questionnaire. L'Observatoire a obtenu au cours de l'année l'avis d'opportunité délivré par le CNIS ainsi que le label d'intérêt général du Comité du Label et un avis favorable de la CNIL.

Le terrain a eu lieu en mai 2000. Les premiers résultats ont été diffusés en novembre (*Tendances*, n° 10) et le rapport final en décembre. Pour cette enquête, a été conçue une plaquette des principaux résultats à l'attention des futurs répondants, afin qu'ils soient informés, dès la fin de l'enquête, sur le type d'utilisation qui sera fait de leurs réponses. Un tel retour d'information constitue une première.

Enfin, l'OFDT a mis en place une enquête biennale *Perceptions et opinions de la population française sur la toxicomanie*, EROPP. La maîtrise d'ouvrage revient entièrement à l'OFDT : préparation de l'enquête et conception (formation des enquêteurs, suivi du terrain, analyse des tests, exploitation de la base et analyse statistique...). L'avis d'opportunité du CNIS et du label d'intérêt général ont également été obtenus. La publication du rapport final a eu lieu en avril 2000, accompagnée d'un numéro de *Tendances* explorant les représentations du public concernant les usagers d'héroïne.

Tâches connexes

■ Participation à la conception d'un module « consommation de substances psychoactives » dans le cadre de la préparation de l'enquête sur les violences envers les femmes (ENVEFF).

■ Mise en place et participation à un groupe de réflexion sur les problèmes méthodologiques des enquêtes téléphoniques. Ce travail en partenariat avec le CFES, l'INED, l'INSERM, l'IDUP et l'ORS Ile-de-France a abouti à la présentation d'un argumentaire au colloque francophone des sondages de Bruxelles.

■ Coordination d'un groupe de travail sur les possibilités de monter un projet d'enquête en population générale dans les DOM et prises de contact avec les acteurs locaux. Ce travail, en partenariat avec le CFES, la DREES, les ORS des DOM et l'équipe ENVEFF DOM, a abouti à la mise en place d'une enquête ESCAPAD 2001 dans les DOM et Mayotte et à une participation à la préparation de l'enquête ENVEFF Réunion. Par ailleurs, l'OFDT a apporté un soutien méthodologique important au Baromètre Santé 1999 mené à l'île de la Réunion.

■ Encadrement, en collaboration avec un chercheur du CSI, d'un Groupe de statistiques appliquées à l'ENSAE (« Les déterminants de la perception des drogues : quel apport des enquêtes en population générale ? »).

■ Étude approfondie des expériences étrangères par un travail de recherche bibliographique et de relation avec les chercheurs européens.

■ Réflexion sur l'investigation statistique sur les sujets sensibles, travail sur les méthodes (listes rouges, choix des bases de sondage, formulation des questions...). Cette étude, entamée en 1997, a abouti à la publication d'un article dans la revue *Psychotropes* (3^e trimestre 2000).

■ Encadrement de trois projets de statistiques appliquées à l'ENSAI :

- Perceptions et opinions relatives aux toxicomanes ;
- Influence de l'âge sur la perception des politiques publiques en matière de toxicomanie ;
- La perception des politiques publiques en matière de toxicomanie.

■ Étude méthodologique sur l'influence des différents modes de collecte dans les enquêtes auprès des jeunes. Cette étude, entamée en 1998, a abouti à la rédaction, cette année, d'un article dans la revue *Population*.

■ Participation à l'Enquête décennale de santé, pour le long terme. En regard d'un objectif de recherche et de compréhension des consommations, elle apporterait certainement beaucoup et permettrait une bonne prise en compte de l'intrication entre produits licites et illicites.

■ Mise à disposition des bases de données issues des enquêtes EROPP 99 et ESCAPAD 2000 (conventions avec l'Université de Rennes II).

■ Participation au comité de pilotage du colloque « Sport et conduites à risques » et à plusieurs conférences proches de ce thème.

■ Participation à l'ouvrage collectif *Les jeunes : Contours et caractères*, publié par l'INSEE.

■ Participation à la mise en place d'une enquête du Centre gai et lesbien sur la vulnérabilité des jeunes entrant dans l'homosexualité.

■ Le projet d'étude (*L'alcoolisation juvénile : conduites, représentations et opinions ; prévention*), financé par la MAIF et dirigé par M. BALLION (CADIS) a été présenté à l'OFDT en milieu d'année 2000. L'Observatoire, dans un souci de rassemblement de l'ensemble des données en population générale sur la question, a signé une convention avec le responsable scientifique qui permettra de récupérer la base de données et de réaliser le cas échéant des analyses secondaires.

■ Participation au groupe de travail « polyconsommation et pratiques à risque » du CFES.

1. Voir en annexe la page de garde du questionnaire.

Tableau de bord - veille et amélioration des indicateurs 1999-2001

Principales réalisations 1999	Principales réalisations 2000	Prévisions 2001
<ul style="list-style-type: none"> ■ Suivi des études en cours sélectionnées suite à l'appel d'offres 1997. ■ Lancement des études Pays-Bas et « Le consommateur de produits illicites et l'enquête de PJ ». ■ Diffusion d'une note identifiant les sources et les principaux problèmes à prendre en compte. ■ Participation aux réunions du groupe IDA. ■ Mise à jour du <i>Répertoire des sources statistiques</i>. ■ Contribution à l'élaboration du cahier des charges étude « Sécurité routière ». ■ Prise en charge de l'exploitation des rapports d'activités normalisées des CSST. ■ Harmonisation des données françaises et européennes en matière de demande de traitements. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Constitution, animation et mise en place des cinq groupes de travail thématiques (IDA, IDT, IDI, Mortalité et Trafic). ■ Mise à jour et amélioration de la base de données des tableaux statistiques. ■ Suivi et « bouclage » de la plupart des études appel d'offres 1997. ■ Lancement, suivi et expertise de nombreuses études relatives à l'amélioration et à la veille des indicateurs. 	<p>Lancement d'études spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ mortalité UD interpellés et/ou ayant recours aux soins ; ■ mortalité liée à l'alcool et au tabac ; ■ la filière pénale drogues illicites ; ■ alcoolisme et dépendances ; ■ abus et dépendances aux médicaments ; ■ prévalence de l'usage de drogues et d'alcool dans les services des urgences ; ■ conduites dopantes. Analyse et exploitation de : <ul style="list-style-type: none"> - l'enquête EVAL 2000, - l'enquête alcool DRESS-ORS-OFDT. <p>Travail en lien avec les différents groupes thématiques (tabac/IDT - alcool/IDA - prise en charge drogues illicites/IDI - trafic - mortalité/IDMI).</p>
Mise en place d'une base de données d'indicateurs régionaux et départementaux sur les drogues illicites puis sur le tabac et l'alcool.	Développement de la base de données d'indicateurs régionaux et départementaux.	Développement de la base de données d'indicateurs régionaux et départementaux.
<ul style="list-style-type: none"> ■ Participation à l'analyse du Baromètre santé « jeunes/adultes » (CFES) ■ Animation du comité de pilotage, suivi de la mise en place de l'étude et élaboration du plan d'analyse de l'enquête ESPAD (INSERM) ■ Mise au point de l'enquête annuelle ESCAPAD ■ Mise en place de l'enquête biennale EROPP 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Publication des premiers résultats du Baromètre santé (CFES) ■ Communication des premiers résultats ESPAD (scolaire). ■ Diffusion du rapport du premier exercice ESCAPAD (JAPD). ■ Mise en place d'une extension aux DOM d'ESCAPAD 2001 ■ Intégration d'un module « drogues » à l'enquête sur les violences envers les femmes (ENVEFF). ■ Publication du rapport final de l'enquête EROPP 1999. ■ Effort d'amélioration des méthodes utilisées (souci de comparabilité européenne). ■ Mise à disposition des bases de données EROPP 99 et ESCAPAD 2000 (Université de Rennes II). ■ Participation à la mise en place d'une enquête du Centre gai et lesbien. ■ Soutien méthodologique au Baromètre santé 99 Réunion ■ Participation à l'ouvrage collectif Les jeunes : <i>Contours et caractères</i> publié par l'INSEE. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Suite de l'analyse de Baromètre santé. ■ Lancement de la préparation ESPAD 2003. ■ Réalisation du second exercice ESCAPAD (2001) métropole + DOM ; préparation pour 2002. ■ Réalisation du second exercice EROPP (2001). ■ Participation à deux enquêtes de l'INSEE (enquête décennale de santé et exploitation du volet tabac de l'enquête permanente sur les conditions de vie). ■ Évaluation des méthodes utilisées (souci de comparabilité européenne). ■ Mise à disposition des chercheurs français et européens des bases de données issues des enquêtes OFDT. ■ Estimations nationales de prévalence. ■ Participation à l'<i>Atlas de la Santé</i> en France. ■ Participation à l'exploitation des questions « drogues » d'ENVEFF ; à la mise en place d'ENVEFF DOM.

Surveillance des tendances

Extrait des orientations de travail 1999-2001
fixées par le conseil d'administration (26/11/1998) :

« L'objectif est de connaître en temps réel l'évolution des consommations, de leurs modalités et de leurs conséquences, ainsi que la nature des produits qui circulent.

« Il s'agit donc de mettre en place un double dispositif :

- *un « réseau de surveillance » qui joue un rôle d'information sur l'évolution des contextes d'usage, prenant en compte les dispositifs existants (CEIP...),*

- *le dispositif de recueil et d'analyses des produits qui circulent. Un tel dispositif permettra en outre de répondre aux exigences de l'action commune européenne sur les drogues synthétiques. »*

Le dispositif TREND²

Le premier rapport

L'année 2000 a vu la publication du premier rapport TREND au cours du mois de mars. Une réunion de rendu a été organisée par la MILDT au ministère de la Santé, en présence des participants du réseau. Cette parution a fait l'objet d'articles de presse, notamment dans *Libération* et *Le Monde*.

Ce premier rapport comprenait quatre parties :

- un chapitre diffusion qui tentait, sur la base des informations collectées par les partenaires du réseau dans les espaces festif et urbain, d'évaluer la diffusion d'un certain nombre de substances (DMT, Gamma OH, GHB, kétamine, crack, speed, cocaïne, ecstasy, héroïne) ;
- un chapitre consacré à la morbidité et à la mortalité engendrées par la consommation de substances psychoactives sur la base de deux enquêtes réalisées dans un service d'urgence d'un hôpital parisien et avec des médecins généralistes ;
- une première analyse des données collectées dans la base SINTES ;
- un dernier chapitre traitant de deux questions particulières, à savoir les consommations transfrontalières et la question de la polyconsommation.

Les grandes tendances qui ressortent de cette première année d'investigation sont les suivantes :

- dans l'espace urbain, lequel recouvre les usages de la population en contact avec les structures de soin et d'accueil, on note un développement de la consommation des stimulants (crack et cocaïne) dans un contexte toujours dominé par les opiacés en dépit du déclin de l'héroïne ;
- dans l'espace festif (milieu techno), ce sont les stimulants (ecstasy, speed, cocaïne) et les hallucinogènes (LSD notamment) qui dominent.

À côté de ces deux grandes tendances fondamentales, le rapport souligne le développement des pratiques de polyconsommation, lesquelles sont portées par l'apparition continue de nouveaux produits, et soulève la question de l'adaptation du système de soins français au regard de la nouvelle situation posée par le développement de la cocaïne et des drogues de synthèse.

L'élargissement aux DOM

Le réseau TREND s'appuie, entre autres, pour son fonctionnement, sur dix sites situés en zone métropolitaine. Rapidement s'est posée la question d'élargir le dispositif aux départements d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane) qui présentent des spécificités importantes par rapport à la situation qui prévaut en métropole.

À cette fin, un voyage d'étude a été organisé durant les mois de juin/juillet en Guadeloupe, Martinique et Guyane et septembre à la Réunion. Jean-Michel COSTES, directeur de l'OFDT, et Abdalla TOUFIK, chargé d'études, ont rencontré les chefs de projet toxicomanie des quatre départements et les équipes de terrain impliquées dans la prise en charge des toxicomanes (bas seuil, boutiques, médecins généralistes).

Trois conventions de collaboration ont d'ores et déjà été signées avec les ORS de la Martinique et de la Réunion et avec le réseau Ville-Hôpital de Guyane pour la mise en place et la coordination des activités sur leurs sites respectifs.

Un rapport de mission a été rédigé comprenant une partie importante consacrée à un état des lieux de l'usage dans les trois départements, laquelle fera l'objet d'un chapitre dans le deuxième rapport TREND.

Investigation de nouveaux milieux de consommation

Dans la conclusion du premier rapport, nous annonçons l'ouverture de nouveaux champs d'investigation en plus de l'espace urbain et de l'espace festif techno. En décembre 2000, une convention a été signée avec un sociologue afin de travailler sur le milieu festif organisé autour du milieu de la musique rock. Les premiers résultats de ce travail d'enquête seront disponibles à la fin de l'année 2001.

Diffusion de l'information

En dehors du rapport annuel, le dispositif diffuse deux bulletins. Un bulletin trimestriel consacré aux informations que l'on peut trouver sur Internet sur les drogues de synthèse et une note de synthèse, semestrielle, sur le contenu de la base SINTES. Ces deux bulletins sont diffusés auprès du réseau des partenaires SINTES.

Le Système d'identification national des toxiques et substances (SINTES)

La banque de données SINTES, produit du regroupement de quatre bases de données, contient la description physique et chimique des échantillons de substances synthétiques saisis par les services répressifs et analysés par les laboratoires de police scientifique, des douanes et de l'IRCGN (gendarmerie nationale) ou collectés dans divers milieux (milieux festifs, soirées privées, établissements de nuit), par des acteurs de prévention ou de soins, et analysés par deux laboratoires de toxicologie hospitaliers (hôpital Fernand-Widal à Paris et Salvator à Marseille). Les partenaires proches des usagers, dans une

2. TREND : Tendances récentes et nouvelles drogues.

Banque de données SINTES – échantillons collectés en 2000

	Nombre	Pourcentage	Origine de l'échantillon
	621	42 %	douanes
	728	50 %	partenaires sociosanitaires
	111	8 %	police
Total 2000	1 460		
Total général	2270		

Pour les objectifs qualitatifs (à savoir le rendu de l'analyse quantitative), le taux de rendu est de 79 % pour Marseille et de 33,5 % pour Paris.

S'agissant de Paris, les analyses quantitatives sont rendues bien après les analyses qualitatives, ce qui constitue un problème pour les partenaires sociosanitaires, qui ont besoin d'une information rapide.

démarche de soins ou de prévention, recueillent également des données épidémiologiques relatives aux contextes de consommation ainsi qu'au profil des consommateurs des échantillons collectés.

Les réalisations

Les objectifs quantitatifs ont été revus à la baisse en cours d'année avec une suspension de la collecte pendant un mois. Cette décision était consécutive à l'engorgement des laboratoires submergés par l'arrivée des échantillons. Les partenaires sociosanitaires, dans les premiers mois du fonctionnement de SINTES, ont commencé extrêmement lentement et ont dû rattraper leur retard pour tenir leurs objectifs quantitatifs. Ainsi en mars, avril et mai 2000, Fernand-Widal a reçu respectivement 81, 118 et 96 échantillons à analyser.

Les laboratoires

Compte tenu des retards des partenaires sociosanitaires et de l'irrégularité des « arrivages », on peut considérer que les objectifs quantitatifs ont été tenus par les laboratoires.

Les alertes

Dans le cadre du projet SINTES a été mis en place un dispositif d'alerte destiné à informer nos partenaires (socio-sanitaires, associatifs, répressifs) de l'existence de produits circulants susceptibles de mettre en danger la vie des usagers.

En février, une note d'information a été diffusée concernant la découverte aux Pays-Bas d'une pilule contenant de la strychnine.

En juillet et en octobre, deux notes d'information relatives à une substance encore inconnue en France, le PMA, ont été envoyées à nos partenaires du réseau SINTES. Celles-ci ont été élaborées à partir d'informations qui nous avaient été communiquées par l'Observatoire européen relatives aux décès de deux personnes au Danemark, survenus après usage de ce produit.

Par ailleurs, une alerte a été diffusée en juin, relative à deux comprimés collectés dans le cadre de SINTES et contenant de fortes doses de MDMA, susceptibles d'être mortelles.

L'évaluation des dispositifs TREND et SINTES

La MILDT et l'OFDT souhaitaient qu'une évaluation du dispositif TREND/SINTES intervienne très rapidement afin de pouvoir identifier au plus vite d'éventuels problèmes et ajuster, si nécessaire, le dispositif. Cette mission a été réalisée par le cabinet GSP conseil, qui a commencé son travail d'investigation en décembre 1999 pour l'achever en novembre 2000 par un rapport d'évaluation. Ce dernier été présenté le même mois lors d'une réunion interministérielle organisée à la MILDT.

Sur la base de l'évaluation, un certain nombre de recommandations ont été émises :

- redéfinir la forme du rapport et sa périodicité (annuelle au lieu de bisannuelle) ;
- réorganiser le dispositif à partir de sites en nommant un responsable de la collecte des données ;
- mettre en place une instance associant et impliquant les collecteurs d'information auprès de l'équipe TREND avant l'analyse des données, afin d'identifier en partenariat les tendances au niveau de chaque site ;
- développer la complémentarité entre TREND et le dispositif général de l'OFDT afin d'intégrer les données issues des pôles « Indicateurs » et « Enquêtes en population générale » ;
- élargir le dispositif à l'alcool et au tabac.

Tableau de bord - surveillance des tendances 1999-2001

Principales réalisations 1999	Principales réalisations 2000	Prévisions 2001
<p>Mise en place de deux dispositifs :</p> <p>1. TREND : élaboration du schéma global du dispositif, établissement des conventions avec l'ensemble des partenaires, élaboration des questionnaires...</p> <p>2. SINTES : rencontre avec homologues européens, présentation du protocole en réunion interministérielle, signature des conventions, lancement des accréditations, création du site intranet, envoi du premier rapport au réseau...</p> <p><i>Lancement en fin d'année de l'évaluation du dispositif.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ■ Publication du premier rapport sur le dispositif d'observation des tendances émergentes de l'OFDT : « Tendances récentes, Rapport TREND, mars 2000 ». Présentation de celui-ci aux partenaires et à la presse à l'occasion d'un colloque. ■ Organisation d'une mission de travail dans les départements d'outre-mer (Martinique, Guyane, Réunion et Guadeloupe) afin d'étudier l'extension possible de ce dispositif à ces départements. ■ Évaluation des dispositifs TREND et SINTES. ■ Investigation de nouveaux milieux de consommation. ■ Diffusion d'un bulletin TREND et SINTES auprès du réseau. ■ Diffusion d'alertes. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Consolidation et amélioration des dispositifs TREND et SINTES en tenant compte des recommandations de l'évaluation. ■ Extension aux DOM. ■ Investigation de nouveaux milieux de consommation. ■ Diffusion d'un bulletin TREND et SINTES auprès du réseau ■ Diffusion d'alertes. ■ Édition du second rapport TREND.

Évaluation des politiques publiques

Extrait des orientations de travail 1999-2001 fixées par le conseil d'administration (26/11/1998) :

« En matière d'évaluation, l'OFDT doit :

- définir un cadre global d'évaluation des politiques publiques ;
- développer des méthodologies et des savoir-faire en s'inspirant, le cas échéant, des travaux étrangers ;
- mettre en place et suivre jusqu'à leur terme des évaluations d'actions publiques et des études ponctuelles et rapides qui s'inscrivent dans ce plan général. »

Méthode pour la conduite d'un projet d'évaluation

Dans le cadre de ses missions, l'OFDT développe un partenariat avec les différents ministères et/ou corps professionnels concernés pour définir les cahiers des charges relatifs aux projets d'évaluation. Ce travail, préalable au lancement des évaluations, permet de mieux définir la commande; il comporte trois parties :

- la réalisation d'un état des connaissances et des informations disponibles sur le champ évalué;
- la définition des questions d'évaluation;
- la définition des orientations méthodologiques préconisées pour la réalisation des investigations.

Par ailleurs, l'Observatoire organise l'appel à projets et la sélection des prestataires externes pour la réalisation de ces évaluations. Ceux-ci sont sélectionnés à partir d'une mise en concurrence d'organismes publics ou privés issus d'une consultation restreinte. Les chargés d'études veillent au respect de la démarche qualité des travaux d'évaluation, en animant les comités de pilotage. Tout au long de la démarche, et en particulier lors de la procédure de validation de l'étude, ils s'appuient également sur les compétences et les qualifications du collège scientifique de l'OFDT et, notamment, de la commission Évaluation.

La démarche qualité adoptée s'articule autour des différents documents que les équipes d'évaluation sont amenées à présenter aux comités de pilotage : le protocole d'étude et les outils de collecte, le(s) rapport(s) intermédiaire(s), le projet de rapport final.

Les méthodes et les outils de l'étude sont examinés en comité de pilotage afin d'assurer leur adéquation la meilleure possible au champ évalué.

La remise d'un rapport intermédiaire aux étapes clés de l'évaluation permet, au regard des résultats et des conditions de travail rencontrées par l'évaluateur, de :

- recadrer les attentes des commanditaires;
- réorienter le protocole d'étude (à l'expérience, certains axes de recherches peuvent apparaître comme peu faisables) ;
- établir ou consolider les conditions de travail les meilleures possibles pour l'équipe d'évaluation.

Le projet de rapport final est rédigé quand des résultats et des conclusions peuvent être produits. Il fait l'objet d'une validation par au moins deux experts du collège scientifique, spécialistes dans le domaine visé ou la méthodologie employée. Si le sujet l'exige, l'OFDT peut faire appel à des rapporteurs externes.

Cette procédure permet d'évaluer la qualité scientifique des travaux, leur conformité au cahier des charges de l'évaluation ainsi que la diffusion du document. Un certain nombre de rectifications peuvent être demandées aux auteurs du rapport à la suite de cette relecture. En cas d'avis opposé des rapporteurs sur ces différents points de jugement, la question de la diffusion est tranchée par la commission Évaluation.

Définition du programme d'évaluation globale du plan triennal

L'année 2000 a été marquée par la validation de la démarche d'évaluation globale initiée en 1999 et présentée au niveau interministériel en 2000. En effet, ont été validés :

Le mandat d'évaluation du plan triennal, confié par le Comité permanent interministériel de lutte contre la drogue et la toxicomanie à l'OFDT (26 septembre 2000). Ce document précise les finalités, les priorités et les modalités à mettre en œuvre pour évaluer le plan triennal.

Le référentiel d'évaluation du plan triennal, qui identifie les axes prioritaires du plan triennal qui peuvent être évalués.

Le programme des évaluations prévues en 2001 :

- l'évaluation des conventions départementales d'objectifs justice-santé ;

- l'évaluation du volet « formation interministérielle » ;

- l'évaluation des expériences de prise en charge globale et rapprochement des structures de prise en charge spécialisées dans les conduites addictives (CSST/CCAA) ;

- l'évaluation des programmes départementaux de prévention.

Le travail de définition de la commande a été engagé pour l'évaluation des conventions départementales d'objectifs justice-santé et l'évaluation du volet « formation interministérielle ». Concernant l'évaluation des expériences de prise en charge globale et de rapprochement des structures de prise en charge spécialisées dans les conduites addictives (CSST/CCAA), le partenariat développé avec la Direction générale de la santé, en tant que principal commanditaire de cette évaluation, a consisté à définir conjointement une grille descriptive à l'attention des DDASS pour dresser un état des lieux des projets ou des actions de rapprochement des structures existantes dans chaque département français. Enfin, s'agissant de l'évaluation des programmes départementaux de prévention, l'étape préparatoire de rédaction du cahier des charges n'a pas démarré en 2000. Ce projet d'évaluation pourra s'appuyer sur les informations et les résultats apportés par le programme APPRE (1999 et 2000) et par les rapports d'activités annuels des chefs de projets « drogues et dépendances ».

Évaluation de dispositifs plus spécifiques

Cette mission est complémentaire de celle relative à l'évaluation des axes prioritaires du plan triennal et concerne plusieurs dispositifs spécifiques. En 2000, trois projets sont venus s'ajouter à ceux déjà en cours de réalisation³ : le programme expérimental de lutte contre la toxicomanie dans le XVIII^e arrondissement de Paris, le projet d'amélioration de la prise en charge en milieu carcéral et l'action de coopération extérieure de la France.

Plusieurs évaluations ont été achevées et présentées en 2000

Évaluation du dispositif « Points écoute jeunes et parents »

La circulaire n° 97/280 du 10/04/97 sur la « prévention de la toxicomanie et de la marginalisation » institue les Points écoute, tout en permettant une grande souplesse dans la mise en œuvre des dispositifs. Leur fondement est novateur. Il s'agit d'une approche globale des questions de toxicomanie, consistant à la prise en compte des facteurs sociaux individuels et collectifs, ainsi qu'un travail sur les liens entre souffrance sociale et souffrance psychique, ces questions étant abordées grâce à un travail de proximité basé sur l'écoute et le soutien psychologique.

L'évaluation des Points écoute, initiée à la demande de la DGS et de la MILDT, a été réalisée par l'association RESSCOM. Elle comportait deux volets complémentaires. D'une part, une étude quantitative a permis de réaliser une typologie des Points écoute : analyse de leur histoire, leur accessibilité, la prise en compte des problématiques sociales et psychosociales, la caractérisation des populations. D'autre part, une étude qualitative d'approfondissement a permis de cerner la problématique de l'écoute, les niveaux de « professionnalité », la correspondance des réponses aux besoins, l'inscription dans l'environnement.

Après son évaluation par deux experts, le rapport a dû être remanié. En effet, bien qu'il traduisait un travail de qualité et complet, l'abondance des informations gênait sa lisibilité. Ce rapport a fait l'objet d'une diffusion ciblée (DGS, la DGAS et la MILDT, les Points écoute et Points accueil jeunes, les DRASS et DDASS, les CPDDD).

Enquête sur les actions de prévention en milieu scolaire

Cette étude sur « les interventions de prévention en milieu scolaire » était confiée à l'association ADRESSSE. Le rapport final de l'équipe de recherche a été soumis pour avis à deux rapporteurs selon la procédure in-

3. Voir en annexe : État d'avancement des évaluations de dispositifs spécifiques, mises en œuvre par l'OFDT.

terne de validation des études. Les deux experts ont été priés d'évaluer l'étude sur des critères objectifs de méthode: l'adéquation de la méthodologie, la fiabilité des données, la solidité de l'analyse, la crédibilité des résultats (par rapport à l'analyse et aux hypothèses), l'impartialité des conclusions, la clarté du rapport.

D'importantes limites méthodologiques ont été soulignées, notamment liées aux matériels utilisés pour les différentes approches (échantillonnage des établissements scolaires, choix des documents à la base de l'analyse « lexicométrique », questionnaire d'enquête). Ces limites constituent un biais d'observation incontournable et interrogent la fiabilité même des données. La commission « Évaluation » de l'OFDT n'a pas validé les méthodes utilisées pour cette analyse et a émis un avis défavorable quant à la publication de cette étude. Aussi le rapport n'a-t-il fait l'objet que d'une diffusion interne auprès du conseil d'administration et du collège scientifique.

Évaluation du dispositif mobile Bus méthadone Paris de Médecins du monde

En janvier 1998, Médecins du monde met en place le Bus méthadone de Paris. Ce dispositif mobile de prise en charge de personnes toxicomanes substituées à la méthadone constitue une des premières expériences françaises en la matière. C'est dans ce contexte institutionnel de recherche et d'expérimentation de nouveaux dispositifs sociosanitaires que s'est inscrite l'évaluation. Celle-ci a été conduite dans le cadre d'une démarche participative associant les différents acteurs représentés dans le Groupe de pilotage (d'une part, les autorités de tutelle: la DDASS - 75; le Bureau SD6B chargé d'étudier les conduites addictives au sein de la DGS et de la MILDT et, d'autre part, les maîtres d'œuvre: l'équipe de MDM).

Cette évaluation a porté d'une part sur les activités du dispositif et ses usagers (efficacité de la mise en œuvre), et d'autre part sur les changements produits (efficacité des résultats) en termes d'accès au circuit sociosanitaire (rôle de capture/relais), des effets sur les pratiques de consommation et sur la santé et l'insertion sociale des personnes dépendantes.

Un certain nombre de recommandations et des pistes d'amélioration sont fournies dans la publication parue cette année.

Évaluation du dispositif de Familles d'accueil pour toxicomanes

Après avoir été saisi par la commission « Familles d'accueil » de l'ANIT, le bureau des pratiques addictives de la DGS, conjointement à la MILDT, a mandaté l'OFDT pour lancer la première évaluation nationale du dispositif. Les dispositifs sont constitués par des familles volontaires, défrayées pour leur accueil, et des CSST de rattachement, qui les soutiennent dans cette tâche et assurent le suivi thérapeutique des personnes toxicomanes accueillies. Ces réseaux s'inscrivent dans le pro-

jet thérapeutique du centre de soins. L'origine de la demande d'évaluation et le caractère participatif de la démarche d'évaluation ont constitué une expérience pilote pour les différentes parties concernées.

Le document d'évaluation sera diffusé de façon ciblée aux institutions centrales à la fin du premier trimestre 2001, ainsi qu'aux acteurs de terrain et aux DDASS concernées. Le rapport d'évaluation, rédigé par CEMKA EVAL et GSP Conseil, présentera un état des lieux sur les réseaux actifs et une étude d'approfondissement menée auprès de quatre réseaux sur les pratiques et les perceptions des CSST de rattachement.

Évaluation du dispositif « Unités pour sortants »

La DAP (Direction de l'administration pénitentiaire) conjointement à la DGS/SD6B et à la MILDT a confié à l'OFDT la maîtrise d'ouvrage de l'évaluation des « Unités pour sortants ». L'OFDT a commandité une équipe de recherche de l'ORS PACA, pour évaluer les huit « Unités pour sortants ».

Les UPS sont des dispositifs de préparation à la sortie de prison, basés sur la dynamique de groupe. Les prisonniers ayant des problèmes de dépendances peuvent en bénéficier lors des quatre dernières semaines de leur incarcération. Les UPS ont pour objectif le traitement social de la toxicomanie, à savoir une préparation collective à la sortie et un suivi par la suite, pour faciliter l'accès à « l'autonomie et la réinsertion socioprofessionnelle ».

Un premier rapport d'évaluation paraîtra en avril 2001 et présentera, d'une part l'analyse de la mise en place de ces dispositifs à partir de rapports d'activité et d'entretiens réalisés auprès des professionnels concernés directement ou indirectement par les UPS; d'autre part, il relatara les résultats de l'enquête menée auprès de détenus – stagiaires des UPS ou non – sur l'apport de ces dispositifs.

Une étude comparative de mortalité entre anciens bénéficiaires de stages UPS et autres détenus du centre pénitentiaire de Fresnes fera l'objet d'un second volet dont la diffusion est prévue en juin 2001.

Une nouvelle évaluation a démarré en 2000

Programme expérimental de lutte contre la toxicomanie dans le XVIII^e arrondissement de Paris

Le cahier des charges du programme expérimental de lutte contre la toxicomanie dans le XVIII^e arrondissement de Paris a été défini entre février et avril 2000. Le prestataire (ACT Consultants) chargé de réaliser l'évaluation a été sélectionné à l'issue d'une phase de consultation de deux mois. Les travaux d'évaluation ont démarré en juillet 2000, et un premier rapport a été remis en novembre 2000. Prévu pour s'achever en mai-juin 2001, l'évaluation permettra d'apprécier l'effectivité du programme par rapport à ses objectifs initiaux et le degré d'efficacité du dispositif eu égard aux usagers et aux rive-

rains (réalisation d'entretiens et d'une enquête d'opinion). L'une des finalités de cette évaluation consistera à définir les principales recommandations pour améliorer le fonctionnement et éventuellement généraliser ce type de dispositif dans d'autres agglomérations.

Deux évaluations sont entrées dans une phase préparatoire

(faisabilité de l'évaluation et rédaction du cahier des charges)

Évaluation de l'initiative interministérielle d'amélioration de la prise en charge en milieu carcéral

Cette évaluation qui s'étale sur une période de trois ans s'adresse aux acteurs sanitaires, sociaux et pénitentiaires intervenant en milieu carcéral, et chargés d'élaborer et de mettre en œuvre de nouveaux protocoles locaux. Ces derniers permettront de promouvoir in fine une prise en charge globale des personnes présentant une dépendance aux drogues licites ou illicites ou ayant une consommation abusive. L'évaluation devra servir à identifier les éventuelles difficultés rencontrées au sein des établissements, afin d'apporter des solutions pertinentes contribuant ainsi au bon fonctionnement du nouveau dispositif. Le projet d'évaluation prévoit également la réalisation de quelques monographies qui, sur la base des meilleures pratiques identifiées, pourront servir à identifier des facteurs de réussite reproductibles au sein des établissements volontaires pour lesquels l'état d'avancement de leur protocole est moins avancé. L'appel à projet est prévu pour le mois de mai 2001.

Évaluation de la coopération extérieure de la France

Cette évaluation porte sur la prise en compte des principales réorientations définies dans le Plan triennal (rééquilibrage des actions de réduction de la demande par rapport aux projets de réduction de l'offre et les nouvelles priorités géographiques de la coopération) sur la base d'un bilan descriptif des actions de coopération conduites, sur les crédits délégués de la MILDT, par les différents ministères concernés.

Autres évaluations

D'autres projets ont émergé durant l'année 2000 en parallèle de la démarche d'évaluation du plan triennal décrite plus haut. Ces évaluations ou ces études proposées à l'OFDT correspondent à des enjeux particulièrement importants en termes d'action publique.

État des lieux sur l'application des dispositions de la Loi Évin relative à la lutte contre le tabagisme en milieu scolaire

Afin de promouvoir les actions de prévention et l'organisation d'actions de formation à l'égard des comportements tabagiques dans les établissements scolaires, le ministère de l'Éducation nationale conjointement avec la MILDT a décidé de mettre en place en septembre 2000 un groupe de travail institutionnel afin de conduire une réflexion pour définir le cadre dans le-

quel pouvait s'inscrire un état des lieux. Les travaux de ce groupe animé par l'OFDT, ont abouti à la rédaction d'un cahier des charges, définissant la commande des pouvoirs publics, servant à organiser l'appel à projet en janvier 2001. Les résultats de l'enquête sont attendus en mars 2002 à l'occasion de « la journée sans tabac ».

Étude du fonctionnement de dispositifs départementaux de prévention et de prise en charge de l'alcoolisme

Ce travail, démarré en 2000, a été confié au Centre de sociologie des organisations (CSO-CNRS). Ce projet soumis par la MILDT au collège scientifique a obtenu son accord en séance plénière, à la fois en raison de l'intérêt du sujet et de la compétence reconnue de l'équipe de chercheurs. M. BERGERON (CSO/CNRS) a fourni son rapport intermédiaire en juin de cette année; le rapport final est attendu pour février 2001.

Évaluation de l'intervention en toxicomanie

Après un refus du premier projet présenté en début d'année, le deuxième projet a été accepté: il s'agit de développer les méthodologies évaluatives propres à la toxicomanie. Cette évaluation est conduite par M. PADIEU (CAST de Reims). Les résultats seront connus en fin d'année 2001.

Étude sur l'approche globale des conduites addictives en Suisse et au Québec

Après une rencontre avec des responsables du bureau santé (DG5) au Luxembourg afin d'étudier la possibilité d'un financement de cette étude au niveau européen, l'OFDT a décidé de ne la financer que sur le Québec et la Suisse (à l'origine, le projet englobait également l'ensemble des pays de l'Union européenne). Mme SEQUIER (ORS Languedoc-Roussillon), a remis son rapport final qui a été évalué à la fois en interne par le collège mais aussi par des experts en santé publique de l'IUMSP de Lausanne. Les résultats seront connus début 2001.

Sauvegarde de l'enfance du Nord

Le projet présenté en 2000 par M. TONNELET et Mme BARA, respectivement président de l'association « Sauvegarde de l'enfance du Nord » et directrice du Point écoute jeunes nous a été soumis par la MILDT. Ce projet (évaluation de la pertinence de l'accueil de jeunes ouvert 24 heures sur 24 depuis 1999) a été expertisé en interne et accepté après un travail d'explicitation des objectifs liés au dispositif d'accueil expérimental financé par des crédits interministériels.

Enquête sur les attentes des usagers de drogues concernant les traitements de substitution: expérience, satisfaction, effets recherchés, effets redoutés

Considérant que les travaux actuellement disponibles ne reflètent pas suffisamment le niveau de satisfaction réel des usagers et l'efficacité des traitements de substitution par rapport aux usagers, AIDES a sollicité

l'OFDT pour engager une enquête au plan national sur « les attentes des usagers de drogues concernant les traitements de substitution : expérience, satisfaction, effets recherchés, effets redoutés ».

Dans le cadre de l'examen de cette demande, l'OFDT a réalisé une expertise du protocole prévu pour l'enquête et l'a soumis au collège scientifique avant d'apporter un soutien financier en supplément de ceux de la MILDT et de la DGS.

L'enquête se déroule sur un échantillon de 545 usagers suivis dans les CSST et les cabinets libéraux intégrés dans des réseaux ville-hôpital de cinq villes françaises. L'enquête est menée par AIDES avec la collaboration méthodologique de l'INSERM U88. Les résultats seront connus en juin 2001.

ments, avec une moyenne de 17 formulaires. La moitié des départements participants a fourni au moins 10 formulaires relatifs à l'état des lieux.

Les premières synthèses départementales et nationales ont été diffusées à l'occasion de la journée nationale des CPDDD, le 6 novembre. Ces synthèses ont été réalisées par l'OFDT, à partir des 505 formulaires (83 % des documents) présentés pour participer à l'état des lieux et ont porté sur les données quantitatives. Chaque chef de projets s'est vu remettre une synthèse nationale comportant un volet « décideur » (avec notamment le type d'actions, les objectifs, partenariats et informations budgétaires) et un volet sur les méthodes (comprenant par exemple les modalités d'intervention et d'évaluation). Les chefs de projets des départements ayant participé au programme ont reçu également la synthèse spécifique à leur département accompagnée d'une liste des actions recensées.

Dans le cadre de son programme, l'OFDT a été amené à mettre au point plusieurs outils :

- différents formats de questionnaires pour la saisie des données, dont une version html, d'accès protégé, pour la saisie directe des données sur l'Intranet de l'Observatoire. Cette version a été utilisée par deux départements (Meurthe-et-Moselle et Oise) ;

- une base de données à partir de tableur Access ;

- un CD-Rom comportant les diverses synthèses et listes produites, en format pdf (pour impression) et en format html (pour navigation de page en page).

Dans son rapport d'évaluation sur cette première année du programme, l'OFDT présente un certain nombre de recommandations à la MILDT sur les évolutions de APPRE. Les préconisations vont dans le sens d'une participation des CIRDD⁴ – pour une meilleure promotion des concepts méthodologiques auxquels le questionnaire fait référence – et d'une meilleure accessibilité aux données APPRE afin de mobiliser les acteurs de terrain et offrir un outil utile à la réalisation de projets.

Rapports d'activités des chefs de projets

À la demande de la MILDT et en collaboration avec celle-ci, l'OFDT a proposé et piloté une démarche d'harmonisation des données de l'activité départementale des chefs de projets « drogues et dépendances » dans les départements.

État des lieux des actions de prévention en France

Origine et grandes lignes du programme APPRE

2000 a été l'année pilote du programme APPRE, « Actions et projets de prévention – recensement », pour la description des actions financées sur des crédits déconcentrés dans le champ de la prévention des comportements d'usage, d'abus, de dépendance et de la réduction des risques liés aux substances psychoactives. Le programme APPRE voit son origine dans la sous-commission « Définition d'un cadre méthodologique pour l'élaboration de programmes départementaux de prévention » (1999), instance qui a voulu fournir aux Chefs de projets départementaux-drogues et dépendances (CPDDD) un outil facilitant les états des lieux sur les actions de prévention. Ce bilan paraissait, en effet, une étape préalable essentielle à la réalisation des programmes départementaux de prévention. L'adaptation du questionnaire européen EDDRA, au plus près du contexte français, a donné lieu au questionnaire APPRE.

La MILDT, maître d'ouvrage du programme, a demandé à l'OFDT d'assurer les fonctionnalités techniques de APPRE et la réalisation d'une synthèse nationale des données et a communiqué le questionnaire aux chefs de projets. Ceux-ci ont été chargés de le diffuser aux acteurs de terrains, de récolter ensuite les exemplaires remplis – afin de réaliser leur état des lieux – et d'en faire parvenir des copies à l'Observatoire.

Bilan sur la première année du programme

Trente départements ont retourné des questionnaires APPRE à l'OFDT. Le nombre de documents relatifs à l'état des lieux varie de 1 à 93 selon les départe-

4. Centres d'information et de ressources sur la drogue et les dépendances.

Ce travail a été réalisé sur le deuxième semestre 2000 et a comporté trois étapes :

- l'élaboration d'un questionnaire adressé à tous les chefs de projets départementaux : celui-ci a été soumis à certains d'entre eux pour en vérifier la pertinence ;

- la présentation de la démarche à la journée nationale des chefs de projets en novembre 2000 ;

- la diffusion du questionnaire en décembre 2000.

Les rapports d'activités au titre de l'année 2000 seront remis au cours du premier trimestre 2001 et feront l'objet d'une synthèse au plan national.

Tableau de bord - évaluation des politiques publiques 1999-2001

Principales réalisations 1999	Principales réalisations 2000	Prévisions 2001
<p>Évaluation du plan triennal :</p> <p>Mise en place du mandat global : constitution d'une commission, organisation d'une mission de travail à l'IUMSP de Lausanne, mise en place d'auditions.</p> <p>En parallèle, la commission a entamé la définition du référentiel d'évaluation du Plan.</p> <p>Expertises de projets d'évaluation, rédaction de cahiers des charges, élaboration de conventions, suivi des évaluations...</p>	<p>Évaluation du plan triennal :</p> <p>Définition du programme des évaluations à mettre en œuvre.</p> <p>Suivi et préparation d'évaluation de dispositifs plus spécifiques (Points écoutes, Bus méthadone, familles d'accueil, programme toxicomanie du XVIII^e arrondissement...</p>	<p>Évaluation du plan triennal :</p> <p>Pilotage et publication des rapports d'évaluation des :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ CDO ; ■ actions de formation ; ■ programmes départementaux de prévention ; ■ expériences de rapprochement des structures spécialisées de prise en charge : <ul style="list-style-type: none"> - de dispositifs plus spécifiques, notamment l'action extérieure de la France, - de tout autre projet d'évaluation sur l'initiative des différents ministères, répondant au cadre défini dans le référentiel. <p>Rédaction d'un bilan d'avancement du mandat.</p>
<p>Afin de dresser un état des lieux des actions de prévention en France :</p> <p>Finalisation du questionnaire APPRE et présentation/distribution de celui-ci aux chefs de projets. Réalisation d'une interface internet permettant la saisie des données.</p>	<p>Afin de dresser un état des lieux des actions de prévention en France :</p> <p>Diffusion des premières synthèses départementales et nationales à partir des formulaires du questionnaire APPRE et rédaction d'un rapport d'évaluation sur la première année du programme.</p> <p>Afin de réaliser une synthèse des rapports d'activité dans les départements :</p> <p>Harmonisation des données de l'activité départementale des chefs de projets « drogues et dépendances » : élaboration et diffusion d'un questionnaire à tous les chefs de projets.</p>	<p>Afin de dresser un état des lieux des actions de prévention en France :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ révision du questionnaire ; ■ recueil et analyse des données 2000. <p>Afin de réaliser une synthèse des rapports d'activité dans les départements :</p> <p>Exploitation des données issues des rapports d'activités et rédaction d'un rapport de synthèse.</p>

Expertise

Extrait des orientations de travail 1999-2001
fixées par le conseil d'administration (26/11/1998) :

*« L'OFDT doit pouvoir être saisi en qualité d'expert
par des acteurs locaux ou nationaux soucieux de faire
valider une méthode d'observation. »*

*« Dans son champ de compétence, l'OFDT doit
pouvoir répondre aux demandes d'expertise ou
d'intervention des principales instances françaises
et internationales. Il doit également être en mesure
de répondre aux demandes d'informations qui lui
sont adressées. »*

Méthodologies, projets d'études —

En dehors de son programme de travail fixé pour l'année par son conseil d'administration, l'Observatoire doit être à même de répondre aux demandes d'expertises émanant aussi bien des membres du groupement que d'équipes de recherche externes.

Pour une simple demande d'avis méthodologique ou pour une expertise approfondie d'un important projet de recherche, l'OFDT dispose de trois différentes « ressources » qui peuvent être mises à contribution : les chargés d'études permanents répartis sur les quatre pôles, les membres du collège scientifique (de manière individuelle ou à travers les commissions) et enfin des experts extérieurs.

Projet d'implantation de structures de réduction des risques dans l'Hérault

La demande formulée par les associations Médecins du monde, le LIRESS et Passerelles était peu explicite, mais la volonté de réaliser une évaluation finale interne a conduit l'OFDT à proposer que soit menée une évaluation externe du dispositif. La DDASS de l'Hérault n'a finalement pas financé ce projet.

Projet CEMES « Proposition Quintiles du 22 juillet 1999 » portant sur la prescription du Subutex® et de la méthadone à des patients suivis en centre de soins aux toxicomanes

Une première réponse faite en janvier 2000 et adressée à l'attention de Mme GERHART de la DDASS Paris, a conduit l'OFDT à renouveler sa première demande d'information complémentaire (mieux préciser les objectifs du projet, détailler davantage la méthodologie et mettre à plat les connaissances existantes sur la question), afin que le collège puisse apporter un avis scientifique.

Observatoire ECAT dans le cadre d'une double étude de suivi de patients sous Subutex®

Le laboratoire Schering-Plough souhaitait mener une double étude de suivi de patients sous Subutex®. La DGS (SD6B) a soumis ce projet à l'avis du collège. Le rôle de l'OFDT est d'assurer une démarche qualité (mise en place d'un comité scientifique indépendant ad hoc) et de veiller à l'utilisation des résultats obtenus dans le cadre du programme de travail d'évaluation. La « Division d'abus de substances » de Genève, l'INSERM ainsi que l'OFDT participent au comité de pilotage.

Analyse sémiologique d'un échantillon de textes écrits par des jeunes qui expriment leurs représentations et leurs attitudes à l'égard des drogues

Un projet d'analyse sémiologique de scénarios écrits par des jeunes dans le cadre d'un concours organisé par le CRIPS Ile-de-France nous a été soumis.

D'une part, le projet n'entrait pas dans le programme de travail d'évaluation : il ne porte pas sur des effets et le public cible ne permettra pas de tirer de résultats représentatifs. D'autre part, du point de vue de la méthode, les faiblesses étaient importantes. Le financement de ce projet n'a pas été accepté.

Étude d'évaluation de la prescription médicale de sulfate de morphine en traitement de substitution

À la demande de la MILDT, l'OFDT a expertisé le rapport remis par l'association ACT UP Paris. Expertise réalisée en interne (collège scientifique) et par l'ORS Ile-de-France. Les expertises ont révélé certaines insuffisances méthodologiques et ont conclu à la nécessité d'explorer plus avant cette thématique.

Étude du devenir de deux groupes de toxicomanes incarcérés dont l'un sous traitement de substitution – UCSA de Fleury-Mérogis

Ce projet a déjà fait l'objet de l'expertise du collège par le passé (des observations pour améliorer la qualité du projet ont été transmises en février 1999 à la MILDT et à la DGS, bureau SP3).

Le nouveau protocole soumis cette année ne tient pas compte des remarques formulées par l'Observatoire. Le refus de prendre en charge le projet est fondé sur le fait que l'étude n'entre pas dans le champ défini par le mandat d'évaluation confié à l'OFDT. Par ailleurs, la méthodologie proposée n'était pas assez robuste pour obtenir des conclusions généralisables à l'ensemble des établissements pénitentiaires français.

Prévention de la consommation de tabac chez les collégiens

Ce projet d'étude, monté par l'Université Bordeaux 2/ISPED a été soumis à l'Observatoire par la MILDT en cours d'année. L'expertise réalisée a été communiquée aux commanditaires : si le projet présentait un intérêt certain d'un point de vue exploratoire en matière d'évaluation, en revanche, les objectifs épidémiologiques fixés n'étaient « pas tenables » dans le cadre d'une évaluation d'action de prévention.

Commission de validation des outils de prévention

Compte tenu de la diversité des approches de la prévention et de la disparité des outils élaborés, il a été décidé au niveau gouvernemental de mettre en place une procédure permettant de délivrer un avis sur les projets de production d'outils et sur les outils réalisés. Cette procédure vise à faire partager par tous les acteurs les pratiques de prévention qui paraissent les meilleures dans un contexte donné. Dans ce cadre, un groupe de travail mis en place par la MILDT (en 1999) a élaboré une grille de validation des outils de prévention des usages de substances psychoactives qui a fait l'objet d'une toute première mise en application.

Suite aux remarques des différents spécialistes et lors de la relecture de la grille, certaines difficultés et lacunes ont été détectées à différents niveaux. Le secrétariat de la commission de validation a sollicité l'OFDT pour qu'il expertise la grille de validation en vue de son amélioration.

Un certain nombre de dysfonctionnements sont apparus liés notamment :

- au manque de structuration des annexes ;
- à la formulation parfois équivoque des sous-critères rattachés aux critères retenus (autrement dit, à la déclinaison des critères) ;
- au choix de sous-critères pouvant altérer la fiabilité et la crédibilité des appréciations et par là même engendrer une notation arbitraire ;
- et enfin, à la forme d'utilisation des annexes.

Les solutions envisagées qui ont fait l'objet d'une validation auprès des experts de la commission ont été intégrées à la grille initiale.

Grille d'entretien sur les communautés thérapeutiques

Dans le cadre d'une demande conjointe exprimée par la MILDT et la DGS, l'OFDT a été sollicité pour l'élaboration d'une grille d'entretien avec les communautés thérapeutiques.

Il s'agissait de faciliter l'analyse pour la description de la clientèle et des modalités de fonctionnement (admission et suivi des patients, encadrement et recrutement, gestion des personnels, efficacité des traitements) des communautés.

Cette grille a été mise en œuvre pour les quatre sites recensés en France. Les résultats de ces entretiens seront exploités dans le cadre de la réflexion sur l'évolution du dispositif spécialisé en toxicomanie et dans la perspective du passage à l'assurance maladie.

Traitements de données

Outre les demandes portant sur les indicateurs départementaux, l'Observatoire est de façon plus générale souvent sollicité pour fournir des données. Répondre à

ces demandes représente une charge de travail importante. À titre d'exemple, est détaillée ci-dessous la liste des demandes formulées au mois de décembre.

Demande ayant fait l'objet d'une réponse positive (hors réponses négatives et simples réorientations)

Secteur	Organisme	Sujet
Information		Chiffres mortalité tabac
Information	Voix du Nord	Données sur la consommation d'alcool en France et dans la région Nord-Pas-de-Calais, synthèse sur le nombre d'alcool-dépendants
Santé	DGS/SD6B	Clef de répartition du budget alcool
Administration	préfecture du Nord	Vérification données indicateurs département du Nord, situation dans les autres départements
Santé	Drogues et société	Consommation d'alcool chez les personnes en traitement de substitution à la méthadone
Santé	OMS	Questionnaire sur les drogues illicites
Information	Quid	Actualisation données Quid
Administration	MILDT	Données sur la toxicomanie Paris et la région parisienne
Santé	AFR	Données mortalité surdoses et Sida

Participations aux colloques et séminaires

L'Observatoire est très régulièrement invité pour intervenir lors de séminaires et de colloques en qualité d'expert ou pour présenter ses travaux. La taille de

l'équipe ne permettant pas de répondre à toutes les demandes, des choix sont effectués quant aux participations.

Quelques interventions OFDT en 2000

Date	Lieu	Thème
7 mars	ENAP	« Toxicomanie et dépendance »
14 mars	ministère de l'Emploi et de la Solidarité	Restitution publique du premier rapport « TREND, mars 2000 »
20 mars	École nationale de magistrature (ENM)	« Drogues et toxicomanies »
3 avril	IDUP (Université Paris I)	Présentation d'ESCAPAD « Regards sur la fin de l'adolescence : consommations de produits psychoactifs dans l'enquête ESCAPAD 2000 »
juin	Colloque francophone des sondages - Bruxelles	« Les problèmes méthodologiques des enquêtes téléphoniques »
13 juin	Sénat : commission des affaires sociales	« Actions des pouvoirs publics et évolutions sur le terrain en matière de lutte contre la drogue et la toxicomanie »
6-9 septembre	3rd Nordic Health Promotion Research Conference - Outcomes in Health Promotion, Tampere (Finlande),	« Présentation des orientations du plan triennal français 1999-2001 »
28 septembre, 2 et 24 octobre et 7 et 20 novembre	CRIPS d'Ile-de-France	« Usage de drogues : état des lieux »
5 octobre	AMPT de Marseille	« Tendances récentes et nouvelles drogues »
10, 23 octobre et 16 novembre	Groupe Horizontal drogues à Bruxelles	Présentation du dispositif TREND
6 novembre	Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie	Présentation des résultats du programme APPRE 2000
6 novembre	Groupe Agence française de développement	« Analyse des facteurs déterminants du trafic des drogues et leurs moyens mis en œuvre par la France pour lutter contre ce trafic »
15 novembre	Université Rennes II	« Que signifie mesurer des usages de drogues ? »
3 décembre	Conférence DESS	« Analyse des risques »
8 décembre	ANIT	« Épidémiologie des polyconsommations »
11 et 12 décembre	Conseil général 93	« Rencontres européennes de prévention des toxicomanes »
14 décembre	Bureau du service national de Lyon	Présentation d'ESCAPAD « Regards sur la fin de l'adolescence : consommations de produits psychoactifs dans l'enquête ESCAPAD 2000 »
15 décembre	DBDD de Munich	« Early warning system »

Séminaires et rencontres organisés à l'OFDT

Séminaire OFDT/TOXIBASE: Un séminaire commun a été organisé les 20 et 21 juin dans les locaux de l'Observatoire. Il a réuni l'équipe permanente de l'OFDT, les documentalistes du réseau et du centre coordonnateur Toxibase ainsi que des partenaires d'autres institutions (MILDT, DIS, CFES, Mission prévention toxicomanie) afin de permettre la rencontre et la connaissance réciproque des équipes et de lancer officiellement la convention de partenariat signée entre les deux structures (une cinquantaine de participants).

Ambassade de Roumanie: Le 27 septembre Monsieur Alessandreaux conseiller diplomatique à l'ambassade de Roumanie en France a été reçu à l'Observatoire. Au cours de ces dernières années plusieurs rencontres ont eu lieu afin de préparer l'entrée de la Roumanie dans le groupe des pays membres de l'OEDT.

Une délégation officielle du gouvernement de la province du Québec, composée des différents ministères compétents dans le champ des drogues, a été reçue le 4 décembre 2000. Une présentation large de la politique en matière de drogues en France et de la situation de la consommation leur a été proposée.

L'OFDT a adhéré en 2000 à la **Société française d'évaluation (SFE)**. Cette association rassemble de nombreux professionnels (administrations centrales et déconcentrées, collectivités territoriales, universités et bureaux d'études) impliqués dans l'activité d'évaluation des politiques publiques en France. Dans le cadre de la participation aux activités de la SFE, l'OFDT a pris en charge l'animation d'un des ateliers de l'association intitulé « Qualité de la commande ».

Deux réunions ont été organisées en 2000 sur l'initiative de l'OFDT et ont porté sur la préparation d'une contribution écrite et collective en vue d'une présentation aux Troisièmes Journées de la SFE qui auront lieu en juin 2001.

Point focal français

Extrait des orientations de travail 1999-2001
fixées par le conseil d'administration (26/11/1998) :

« L'OFDT, point focal français du réseau REITOX, répond aux obligations décrites dans le programme de travail du REITOX, définies annuellement par l'OEDT. Il participe également activement aux autres travaux de l'OEDT. »

Contrat Reitox 2000

En qualité de point focal national (représentant français à l'OEDT) l'Observatoire a répondu aux obligations du contrat REITOX CT.2000.RTX.01-F. Ce document décrit de manière détaillée les attentes de l'OEDT vis-à-vis des quinze observatoires européens concernant le rapport national, l'Action commune du

16 juin 1997, le programme EDDRA, les indicateurs clés et la cartographie des sources.

Certains membres de l'équipe se sont rendus à Lisbonne cette année afin de contribuer aux travaux menés par l'OEDT (quatre réunions de « responsables des points focaux », une réunion du groupe « maladies infectieuses », une réunion du groupe « population générale », réunions des chefs de projets EDDRA, du groupe « mortalité »...).

Annexe I du contrat signé entre l'OFDT et l'OEDT pour l'année 2000

Contrat Reitox 2000 « Core tasks »

I. Mise à jour du Rapport national

a) Mise à jour des statistiques et tableaux épidémiologiques/données 1999

b) Révision du Rapport national, qui devra contenir prioritairement :

- tendances actuelles
- nouveaux développements
- la réduction de la demande
- les thèmes clés
- les évolutions politiques et législatives 1999 et en cours en 2000
- l'analyse des données épidémiologiques

Une attention particulière devra être portée sur les données quantitatives et qualitatives ; en mettant l'accent particulièrement sur les tendances récentes et l'interprétation des données quantitatives les plus récentes.

La réalisation du Rapport national devra être parfaitement en accord avec les guidelines qui s'y reportent (seront envoyées avant le 15 avril 2000) et devra clairement indiquer tous changements et nouveaux développements par rapport à l'année passée.

Toutes modifications aux tableaux épidémiologiques devront être signalées avant le 15 avril.

2) Participation au programme EDDRA

Cela consiste à :

- désigner un responsable EDDRA
- assurer la promotion du système auprès des partenaires nationaux (politiques et autres)
- développer et documenter une procédure de sélection appropriée pour les nouveaux entrants
- recueillir l'information sur de nouveaux projets, qui remplissent les critères d'admissibilité avec comme base le questionnaire EDDRA (l'objectif à la fin du contrat est de pouvoir adresser à l'OEDT au moins 10 nouveaux projets).
- mettre à jour si nécessaire les projets existants
- préparer activement et participer aux réunions de coordination EDDRA
- coopérer avec l'OEDT pour l'amélioration du système, en particulier en participant à son évaluation

3. Participation active au niveau national à l'Action commune sur les drogues synthétiques (16 juin 1997)

3.1 Fournir des informations en rapport avec l'AC (détection précoce et observation des drogues de synthèse). Les informations recherchées concernent en particulier :

■ description physique et chimique des produits et les noms sous lesquels ses produits sont connus

■ une première indication sur les risques associés à l'usage de ce produit,

■ informations sur les modes et l'étendu de l'usage ou de l'usage prévisible de ce produit comme produit psychotrope informations sur les risques de santé et sociaux...

3.2 Consolider et améliorer les systèmes d'échange d'informations entre les États membres concernant les réseaux nationaux, la coordination, les sources, les procédures d'échanges et de reporting de l'information

3.3 Améliorer en collaboration avec l'OEDT, la rapidité et l'efficacité des procédures d'échanges d'informations entre les points focaux et l'OEDT.

3.4 Où en sommes-nous des drogues de synthèse qui ont déjà fait l'objet d'une procédure d'estimation de risques comme définie dans l'AC ?

3.5 Fournir une mise à jour et une information sur le fonctionnement du système en réseau national pour le « early warning » et « early detection ».

4. Implantation des indicateurs épidémiologiques clés

Les différents points focaux nationaux doivent participer aux efforts pour arriver à des comparaisons d'informations fiables au niveau européen. Pour cela ils doivent :

a. activement promouvoir au niveau national l'implantation des 5 IC, tels qu'élaborés par l'OEDT, pour la collecte, l'analyse et le reporting des données principales,

b. participer conjointement avec l'OEDT et les autres points focaux aux échanges d'informations et d'activités au niveau européen pour faciliter la cohérence entre les États membres pour l'implantation des ces indicateurs et le reporting/analyse des données (cela inclut pour chaque indicateur, la participation à la réunion annuelle des experts nationaux sur la standardisation du reporting des données de l'OEDT).

Les cibles spécifiques devront être atteintes à la fin du contrat et toutes modifications au programme de travail 1999 devront être signalées.

Le plan de travail pour l'indicateur drogues/maladies infectieuses devra être basée sur le document de référence (ébauche de projet disponible sur le site reitox depuis le 22/12 et guidelines disponibles à partir de février 2000). Les points focaux pourront mettre en place un groupe de travail national en renforçant si nécessaire ses compétences sur les maladies infectieuses, pour examiner avec des experts l'exhaustivité et la qualité des données habituellement fournies à l'OEDT (tableaux épidémiologiques et rapport national). Le projet de guidelines devrait globalement tendre vers une amélioration de l'exhaustivité et de la qualité des données existantes.

Les rapports d'état d'avancement pour chacun des indicateurs (qui prennent en compte les contextes des États membres et le plan de travail produit en 1999), pourraient introduire une information sur les développements et les avancées du groupe de travail national, en lien avec les structures politiques et administratives, mais aussi scientifiques et techniques compétentes dans la mise en œuvre de l'implantation de ces indicateurs.

Ces rapports d'état d'avancement pourront servir de base pour des rapports réguliers des centres des États membres auxquels il a été demandé l'implantation des indicateurs clefs. Le calendrier des premiers rapports d'état d'avancement permettra également de communiquer un rapport complet à l'institution européenne dont ils relèvent, cet automne. Le second rapport devra, quant à lui, se référer aux objectifs (targets) fixés pour l'année 2000.

5. Mise à jour de la cartographie des sources

Cette mise à jour devra être en accord avec les guidelines qui traitent de ce point (prévues pour le 15 avril 2000).

Ces guidelines seront simplifiées et l'objectif sera de relier les sources d'informations épidémiologiques entre elles de manière plus directe, et d'améliorer l'accessibilité aux données elles-mêmes.

Toutes modifications (pour obtenir les données auprès des centres de documentation) par rapport au Reitox 98 devront clairement apparaître.

6. Rapport final

Consiste en un résumé global du travail réalisé au regard du contrat Reitox 2000, accompagné par le bilan financier (annexe 7) qui détaille les répartitions du cofinancement OEDT/OFDT.

Extrait du rapport général d'activités adressé à l'OEDT pour l'année 2000

Tâches	Commentaires
1. Rapport national	
1.1 Révision des statistiques et tableaux épidémiologiques	La révision des statistiques et des tableaux épidémiologiques a bien été effectuée à la date du 15 septembre 2000, par courrier électronique et selon les formats EMCDDA.
1.2 Révision du Rapport national	<p>La version française du rapport national a été adressée sous format électronique et par courrier le 27 octobre 2000. Étant donné l'important travail d'actualisation qui a été réalisé sur ce numéro, la longueur du document à traduire a occasionné un rallongement des délais nécessaires; la version anglaise n'a pu être prête que le 11 décembre.</p> <p>L'ensemble de l'équipe s'est investi dans l'actualisation du rapport national:</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ les sections traitant de la consommation en population générale et de la perception des drogues ont pu être entièrement révisées (plusieurs enquêtes menées par l'OFDT ont produit des résultats qui ont pu être exploités dans ce rapport national 2000); ■ des données issues du dispositif français TREND, et produites en début d'année 2000, ont pu alimenter le chapitre « Drug market »; ■ les trois « Keys issues » ont été rédigés intégralement par les chargés d'études de l'OFDT (la partie sur la cocaïne a été réalisée en partenariat avec un psychiatre travaillant dans une structure de soins « pointue » sur les questions de consommations de cocaïne et de crack); ■ les résultats de l'étude éditée en 2000 par l'OFDT sur les questions du coût social des drogues ont permis d'actualiser les chapitres correspondants.
2. Participation au programme EDDRA	
2.1 Plan de travail 2000	Celui-ci a été adressé en direct au « chef de projets » EDDRA de l'OEDT par voies postale et électronique le 27 mars.
2.2 Rapport d'activités des réalisations 2000	<p>Le rapport d'activités adressé à la coordination Reitox le 3 janvier 2001 reprend dans le détail l'investissement français sur ce programme: une gestion en parallèle entre EDDRA et APPRE (dispositif national), l'état des nouveaux projets 2000 et en annexe, les différenciations de l'information couverte par les deux dispositifs.</p> <p>Cette année, la contribution de la France au programme EDDRA a été assurée dans sa totalité par un chargé d'étude du pôle « Évaluation des politiques publiques » de l'Observatoire.</p>

3. Mise en place de l'Action commune

Comme le prévoit le contrat, les trois rapports d'avancement de la mise en place de l'AC ont été réalisés et adressés à l'OEDT (24 mars, 15 juin et 18 décembre 2000). À noter qu'étaient joints au premier rapport, une copie anglaise du protocole du projet français SINTES ainsi qu'un exemplaire du rapport « TREND - mars 2000 ».

4. Mise en place des indicateurs clefs

Une note d'actualisation du programme de travail de l'Observatoire français relatif aux indicateurs clés a été adressée à l'OEDT le 20 février 2000.

Deux rapports sur ces questions ont été envoyés les 12 septembre et 21 décembre 2000 :

- enquêtes en population générale : l'année 2000 aura été très riche dans ce domaine et a vu la publication de deux rapports (ESCAPAD et ERROP) et le début d'analyse des premiers résultats des enquêtes Baromètre santé et ENVEFF ;
- prévalence : le projet capture/recapture sera rendu public au cours du premier trimestre 2001 ;
- demande de traitement : deux chantiers sont en cours ; il s'agit de la refonte de « l'enquête de novembre » et l'animation d'un groupe de travail relatif au recueil des données auprès des usagers.
- mortalité : une nouvelle chargé d'étude a pu, au courant de l'année 2000, prendre à sa charge cet indicateur. Afin d'améliorer les sources, un groupe de travail, composé des principaux producteurs et utilisateurs des données mortalité, s'est mis en place (son animation est assurée par l'OFDT). De plus, deux projets sont à l'étude : l'un à partir d'une cohorte d'usagers interpellés, l'autre à partir d'usagers pris en charge dans les centres spécialisés ;
- maladies infectieuses : le docteur PY BELLO a depuis le mois d'octobre la charge de cet indicateur. Afin de faire évoluer le dispositif de surveillance sur les infections chez les usagers de drogues, l'OFDT réuni régulièrement depuis le mois de juin un groupe d'experts.

5. Mise à jour de l'information MAP

La partie II a été adressée à l'OEDT avec le troisième rapport sur les indicateurs clefs, soit le 21 décembre 2000.

La partie I est jointe au présent rapport final d'activités. Sur la version électronique envoyée, l'en-tête fait apparaître les années 96-97, or il s'agit bien de l'actualisation 2000.

6. Rapport final et annexe financière

Ci-joints (ils vous ont également été adressés par mail).

Valorisation et diffusion

Extrait des orientations de travail 1999-2001
fixées par le conseil d'administration (26/11/1998) :

« L'OFDT doit être en mesure de diffuser et de valoriser ses travaux et ceux menés à l'extérieur sur son domaine de compétence, à l'attention d'un public de “spécialistes” (décideurs, professionnels avertis, chercheurs...). Il doit devenir un lieu de référence pour ce public cherchant des informations sur ces thèmes. L'OFDT doit périodiquement dresser un bilan sur l'état du phénomène des drogues et de leurs usages par la publication d'un rapport sur les indicateurs et les tendances. L'OFDT doit apporter - sur son domaine de compétence et à destination des spécialistes - sa contribution à la diffusion des données et connaissances sur Internet. Cette contribution s'inscrit dans le cadre du développement d'un site commun de “service public” ».

L'année 2000 a été marquée par des changements importants dans la publication des rapports d'étude, une participation notable à la préparation de la nouvelle version du site drogues.gouv.fr et par une réorganisation complète du centre de documentation.

Publications 2000

Rapports bleus

De nombreux rapports finaux issus de l'appel d'offres OFDT 1997 ont été livrés au cours de la seconde moitié de l'année 2000. Les ouvrages publiés en 2000 ont été en général d'un volume beaucoup plus important que ceux de l'année précédente. Près de 2 000 pages ont ainsi été éditées et publiées par l'OFDT⁵.

La « collection bleue » a évolué vers des formats plus proches d'édition standard grand public. Au cours de l'année, la formule s'est stabilisée pour les rapports à diffusion large en un format A5. Une nouvelle collection a été créée, celle des « rapports rouges », afin de distinguer et mieux valoriser les enquêtes et les études produites en interne par les chargés d'étude de l'OFDT.

Dans certains cas, la publication en format A4 a été maintenue souvent pour des raisons de coût de production lorsque la diffusion était plus réduite.

Une charte éditoriale des « rapports bleus » a été rédigée et intégrée dans les conventions d'étude signées afin de rendre plus rigoureuse la rédaction des rapports.

La maquette a été revue pour se rapprocher des formats standards de l'édition. Un style plus sobre a été introduit, et une homogénéité des styles a été mieux appliquée à tous les rapports publiés.

Une normalisation typographique a été effectuée afin de respecter systématiquement les recommandations du code typographique en vigueur à l'Imprimerie nationale. Un système de double relecture professionnelle typographique, orthographique et grammaticale des rapports d'étude a par ailleurs été mis en place. En outre, l'OFDT a acquis le logiciel typographique professionnel, Prolexis. La qualité éditoriale des rapports en a grandement bénéficié.

Toujours dans le même souci de qualité des textes édités, il y a eu parfois recours à une réécriture avant la phase de double correction.

Tendances

L'année 1999 avait été, pour la publication *Tendances*⁶, une année de démarrage et de rodage, à l'issue de laquelle elle a trouvé son public (décideurs, chercheurs, professionnels du domaine). L'année 2000 a été l'occasion d'une mise en valeur plus grande de la

publication, par le biais d'opérations de presse menées par la MILDT pour lesquelles des numéros de *Tendances* ont servi de support. La demande pour ce type de publication est désormais si clairement établie que le passage à une parution nettement plus fréquente a été décidée pour 2001 (10 numéros par an au lieu de 6).

La formule éditoriale a été maintenue: il s'agit de mettre à la disposition des publics concernés par le phénomène des drogues et des toxicomanies, mais n'ayant pas forcément des connaissances scientifiques pointues, une information scientifique sur des thèmes différents à chaque numéro. L'année 2000 a été l'occasion de tester la possibilité d'ouvrir *Tendances* à des contributions extérieures (« Alcool et délinquance », Claudine PEREZ-DIAZ, décembre 2000). Cette possibilité sera à nouveau exploitée au cours de l'année 2001. À l'avenir, les suppléments offrant des résumés et aperçus des études publiées par l'OFDT seront systématiquement ajoutés aux livraisons de *Tendances*.

Une charte éditoriale a été élaborée, portant aussi bien sur des questions de style et de structuration des articles que sur des règles typographiques, afin d'alléger au maximum les différentes phases de relecture et d'optimiser ainsi les délais de production.

Comme pour les rapports bleus, le travail de correction s'est professionnalisé. Cela a permis d'homogénéiser la qualité du travail effectué pour les deux publications.

La préparation d'une nouvelle publication: *Drogues, trafic international*

L'arrivée de monsieur Alain Labrousse en septembre (mise à disposition par son ministère de tutelle à l'OFDT pour deux ans) et les missions qui lui ont été confiées ont permis de préparer le lancement d'une nouvelle publication sur le trafic international des drogues. Une formule d'essai en interne a été produite sous le nom de *Gazette internationale des drogues*. Deux livraisons sont intervenues à la fin de l'année 2000 et une troisième, toujours à titre d'essai, en décembre sous le nouveau titre de *Drogues, trafic international*. Au cours de l'année 2001, cette nouvelle publication devrait paraître sur support papier une fois par trimestre et sur support électronique deux fois par trimestre.

5. Voir en annexe la liste des parutions OFDT en 2000.

6. *Idem*.

Le site internet

L'année 2000 a été pour le site internet de service public/MILDT une année de transition. Ouvert en décembre 1999, le site a fait l'objet d'une longue phase de recette, principalement du fait de dysfonctionnements rencontrés au niveau des bases de données développées sur le support Dip Web (les bases de données « études et recherches en cours », « sources statistiques » et « tableaux statistiques » de l'OFDT, la base de données bibliographiques de Toxibase, la base de données législatives de la MILDT) et de la multiplicité des acteurs impliqués (Colt, société hébergeant le site; Babel@Stal, agence ayant conçu le site; Dip, société ayant développé le logiciel de base de données).

À l'issue de cette recette, un travail de développement du site a été entamé, qui a conduit à l'ouverture, en novembre, d'une section en langue anglaise, d'une revalorisation du livret d'information grand public de la MILDT *Drogues: savoir plus, risquer moins*, ainsi que d'un accès des contenus du site à partir d'arborescences « éditeurs » dédiées à chaque partenaire.

Les contenus déjà présents ont bien sûr été régulièrement mis à jour et enrichis, au moyen d'une procédure par laquelle les partenaires sont les opérateurs autonomes de la production.

Parallèlement, un état des lieux au niveau de l'hébergement du site a donné lieu à l'élaboration d'un cahier des charges rigoureux pour la reconduction du contrat. Une réflexion a également été engagée sur le référencement du site par les annuaires et les moteurs de recherches internet, ainsi que sur l'exploitation des données statistiques de fréquentation du site. L'OFDT y a activement contribué, par la recherche d'informations de référence, la rédaction et/ou la communication de notes techniques, ainsi que la participation à des groupes de travail.

Cette réflexion doit contribuer, en 2001, à l'établissement d'un cahier des charges et au choix d'un prestataire de service pour le suivi et le développement du site tenant compte des évolutions techniques les plus récentes et les plus pertinentes dans ce domaine.

Enfin, le cadre d'éventuelles collaborations avec des partenaires extérieurs au comité de pilotage du site (échange de liens avec d'autres sites internet, possibilités de collaborations plus étroites dans des opérations de communication sur la drogue et les dépendances) a été défini et matérialisé par la rédaction d'une charte de partenariat.

- création d'un poste supplémentaire de documentaliste rendu nécessaire suite à l'élargissement du centre de documentation, la mise en place de l'indexation systématique des documents et l'informatisation du fonds acquis depuis 1996-1997;

- séparation des tâches documentaires et des tâches de diffusion des publications OFDT. Les envois de publications sont placés sous la responsabilité du secrétariat et ont été confiés à un routeur début 2000;

- centralisation du stockage des documents au sein de la documentation et non plus dans les bureaux des chargés d'études;

- élaboration d'un « guide de la documentation » diffusé à tous les chargés d'études (mis à jour annuellement et complété par une formation pratique sur l'interrogation des bases de données internes sous Dip) ;

- scannérisation de la revue de presse quotidienne et de la revue de sommaires bimestrielle MILDT;

- un catalogue des nouvelles acquisitions de l'OFDT – adressé trimestriellement à tous les membres de l'équipe – est venu compléter la revue de sommaires diffusée par la MILDT tous les 2 mois;

- un important travail de normalisation des réponses aux courriers pour les demandes adressées à l'OFDT (alors que le service de documentation n'est pas ouvert au public) afin d'assurer au mieux une réorientation vers d'autres sources d'information. Ce travail est assuré en collaboration avec le secrétariat (voir statistiques plus loin) ;

- création d'une base de données sous DIP afin de rationaliser l'enregistrement et le suivi des périodiques et de permettre la diffusion des différents états de la collection à tout moment.

Organisation actuelle du fonds documentaire

Un plan de classement chronologique pour les livres et la littérature grise a été adopté permettant la cotation de tous les documents centralisés ou ex-centrés.

La base de données interne a été considérablement améliorée: 1 600 fiches documentaires ont été transférées dans un nouveau format de la base de données contre 1 500 fin 1999.

Ce taux d'accroissement relativement modeste s'explique par la suppression d'environ 400 fiches lors d'un important travail de nettoyage de la base afin d'éliminer notamment certaines séries statistiques annuelles redondantes, la plupart des rapports d'activités institutionnels ainsi que certains usuels à caractère trop général qui sont désormais gérés hors logiciel documentaire.

Une grande partie des fiches descriptives des documents a été relue et complétée suite au changement de format de la base. Parmi celles-ci, certaines nécessitent encore un travail sur certains champs.

La documentation

L'année 2000 a débuté par un agrandissement significatif des locaux dédiés à la documentation. Ce changement d'infrastructure a été à l'origine d'une réorganisation complète de la documentation:

Le travail relativement lourd de maintenance sera étalé dans le temps afin de ne pas entraver la réponse aux besoins quotidiens en documentation.

Révision des abonnements souscrits par l'OFDT

Il a été instauré une politique de complémentarité avec nos partenaires. Aux demandes particulières des chargés d'études s'est donc ajoutée une couverture en matière de revues épidémiologiques en adéquation avec les missions de l'Observatoire. La suppression de certains abonnements a été réalisée après consultation de l'équipe à l'aide d'un questionnaire. Au 31 décembre, l'OFDT souscrit à 120 abonnements de périodiques dont 30 titres anglo-saxons.

	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	TOTAL
Envoi de publications	264	283	176	280	1 003
Réponse documentaire	27	28	37	19	111
Demandes traitées	291	311	213	299	1 114

Réponses aux courriers extérieurs

Le traitement des demandes reçues à l'OFDT se divise en deux grands types de réponse: celles qui concernent les publications de l'établissement et celles qui requièrent une réponse plus spécifique apportée soit par la documentation, soit par un membre de l'équipe. Les demandes auxquelles répondent parfois les chargés d'études « en direct » ne sont pas valorisées dans le tableau ci-dessous:

Partenariat avec Toxibase

La majorité des demandes traitées par la documentation arrive par e-mail, émane de la province et provient de non-professionnels.

Une convention de travail fixant des objectifs, un cadre, et des moyens de travail permanents entre les deux institutions a été signée en mars 2000. Celle-ci décline le partenariat selon plusieurs axes:

- la participation du service de documentation de l'OFDT au système de surveillance, de collecte et d'analyse de la base bibliographique de Toxibase;

- l'accès permanent à la base de données bibliographique de Toxibase moyennant son alimentation par l'OFDT;

- la coordination régulière du partenariat par des réunions de travail;

- la promotion et la valorisation de ce partenariat par tous les moyens disponibles.

Pour l'année 2000, ce programme comportait les trois points suivants:

- organisation d'un séminaire sur les techniques d'observation et l'utilisation du thesaurus Toxibase pour l'indexation;

- mise en place de l'interconnexion technique entre les bases de données des deux organismes: adoption du format de Toxibase pour la base documentaire de l'OFDT, transfert des notices dans cette nouvelle structure, reprise des programmes associés (reconstitution de sources et traductions anglaises),

création de formats d'impression et d'écrans de consultation propres à cette base et développement d'un programme spécifique pour la reprise partielle de données de Toxibase vers l'OFDT;

- établissement d'un lien entre les publications de l'OFDT et celles de Toxibase.

Divers échanges de services s'effectuent à d'autres niveaux, notamment la fourniture gratuite d'articles de la part de Toxibase.

Thesaurus

L'OFDT a collaboré à la mise à jour du thesaurus Toxibase. Ce travail a demandé la participation de l'ensemble des chargés d'études d'avril à juin 2000, puis un suivi régulier pour assurer une postcoordination avec Toxibase.

Il s'agit de la première étape d'une entreprise qui doit permettre d'aboutir, à terme, à un outil de recherche de documents rationnel pour ce qui constituera la version 2 du site internet drogues.gouv.fr.

Tableau de bord - valorisation 1999-2001

Principales réalisations 1999	Principales réalisations 2000	Prévisions 2001
<ul style="list-style-type: none"> ■ Publication de l'édition 1999 du rapport Indicateurs et Tendances. ■ Rédaction de deux des « livrets de connaissances » MILDT et de différents chapitres du Guide grand public . ■ Communication à l'occasion de colloques et séminaires. ■ Mise à disposition des données clefs à la demande des différentes institutions. ■ Publication de 5 numéros de <i>Tendances</i> et de 2 « suppléments ». ■ Édition de 10 « rapports bleus » ■ Travail sur la future maquette de la collection OFDT. ■ Publication d'articles et notes dans des revues spécialisées. ■ Participation au comité de pilotage pour la mise en place du site Internet www.drogues.gouv.fr, préparation des contenus/OFDT, conception et réalisation de 3 bases de données (sources stat., tab stat. et études et recherches en cours), fermeture progressive du site www.ofdt.fr. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Publication de 5 numéros de <i>Tendances</i> et édition de 8 rapports d'étude, dont les premiers numéros d'ESCAPAD et de TREND (nouvelle collection). ■ Professionnalisation de la chaîne d'édition (charte éditoriale, maquette, correction, format d'édition...). ■ Préparation d'une nouvelle publication: <i>Drogues, trafic international</i>. ■ Contribution au site internet: développement, mise à jour. ■ Accroissement significatif de la documentation OFDT (fond documentaire, capacité de réponse). La convention signée avec TOXIBASE a notamment permis l'interconnexion technique entre les deux structures. ■ Collaboration à la mise à jour du thesaurus TOXIBASE. ■ Communication à l'occasion de colloques et séminaires. ■ Mise à disposition des données clefs à la demande des différentes institutions. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Publication de l'édition 2001 du rapport Indicateurs et Tendances. ■ Communication à l'occasion de colloques et séminaires. ■ Mise à disposition des données clefs à la demande des différentes institutions. ■ Publication de 10 numéros de <i>Tendances</i>. ■ Édition de 12 « rapports bleus ». ■ Contribution au site internet. ■ Rédaction d'une publication interne sur les questions du trafic international.

Administration, finances et logistique

Personnel

Au 31 décembre 2000, l'OFDT compte 25 personnes dans son effectif permanent⁷, dont 2 mise à disposition, 4 détachements, 1 adjonction et 18 agents en contrat à durée indéterminée.

Cinq postes ont été créés au cours de l'année: 2 chargés d'études, un chargé de mission, une documentaliste et une secrétaire/gestion comptable.

Au total, 9 nouvelles personnes ont intégré l'effectif de l'Observatoire cette année (dont un remplacement).

Depuis le mois de juin 2000, l'ensemble du personnel permanent bénéficie d'un accès au restaurant d'entreprise de l'ANEP, situé rue Paradis dans le X^e arrondissement de Paris. Les frais d'admissions quotidiens sont pris en charge par l'Observatoire.

■ préparation, mise en œuvre et suivi des crédits alloués à l'OFDT dans le cadre de l'exécution de son budget, notamment par la tenue de la comptabilité des engagements comptables qui, cette année, a généré 127 dossiers soumis au visa du contrôle financier;

■ engagements, liquidations et mandatement des dépenses;

■ gestion des contrats des conventions et, dans leur partie financière, de tout autre acte juridique engageant l'établissement, notamment 25 conventions d'études.

La comptabilité des dépenses, qui se sont élevées à 16,8 MF en 2000, a généré 1 510 engagements juridiques, 1 659 liquidations pour un fichier de 490 fournisseurs, soit pour les deux dernières années une augmentation moyenne de 140 %.

Le service financier assure également la gestion des personnels de l'établissement.

Le 22 décembre, l'Observatoire a été informé que la Cinquième chambre de la Cour des comptes, allait procéder au contrôle de sa gestion et de ses comptes pour les exercices 1996 à 1999. L'ensemble de l'équipe, et plus particulièrement les services financiers et administratifs, apportera son concours aux rapporteurs de la juridiction.

Services financiers

La mission du service financier est d'assurer les fonctions budgétaires au sein de l'OFDT selon trois axes principaux:

Exécution des recettes en 2000

Subventions crédits interministériels « lutte contre la drogue et la toxicomanie »	16 349 kF
Autres subventions ou mises à disposition d'État	474 kF
Subvention OEDT	656 kF
Autres recettes	103 kF
Total recettes fonctionnement	17 582 kF
Total recettes en capital	655 kF
Total général des recettes	18 237 kF

Exécution des dépenses en 2000

Études et indicateurs	7 513 kF
Valorisation et diffusion de l'information	1 913 kF
OEDT	1 940 kF
Fonctionnement, services généraux	4 605 kF
Total des dépenses de fonctionnement	15 971 kF
Investissements, services généraux	865 kF
Total général des dépenses	16 836 kF

SOLDE*

+ 1 401*kF

* Ce solde excédentaire vient en augmentation du fond de roulement qui s'élevait fin 2000 à 5915 kF

7. Voir en annexe l'organigramme OFDT décembre 2000.

Informatique et services généraux

Extension des locaux

Le travail entrepris en 1999 a continué en 2000 : acquisition de nouveaux mobiliers (nouveaux bureaux et rayonnages pour la documentation), modification de l'autocommutateur (standard) et installation de nouveaux postes téléphoniques et d'un système de sécurité des locaux (lecteurs de badges).

Informatique – travaux transversaux

Dans le cadre du projet APPRE, une saisie sur le site intranet de l'OFDT était proposée. Deux départements ont rempli le questionnaire par cette voie (l'Oise et la Meurthe-et-Moselle). Les autres départements ont rempli sur un support papier leurs questionnaires qu'il a fallu saisir.

Un outil développé sous ACCES permet de centraliser ces données. Des fonctions automatisées ont été développées pour permettre la restitution des résultats aux chefs de projets. Cette restitution comporte des rapports statistiques à la fois au niveau national et de chaque département. Une fois les informations saisies, les délais de restitutions s'en trouvent très raccourcis. Il faudra donc privilégier le mode de saisi sur le site intranet.

Le développement technique par l'Observatoire relatif à la base de données SINTES s'est prolongé en 2000. Les informations en provenance des douanes, de la police, de la gendarmerie et de nos partenaires sociosanitaires sont structurées de façons différentes. Cela a nécessité un important travail de correspondance et de normalisation. Un outil développé sous ACCES permet de centraliser ces données. Des fonctions automatisées ont été développées (mise en perspective des analyses avec les effets des produits, impressions diverses...).

Les informations issues de nos partenaires sociosanitaires sont actuellement saisies sur l'application intranet de l'OFDT. Un traitement automatique intègre ces données dans la base SINTES. La police et les douanes envoient des supports électroniques qui sont intégrés à la base SINTES.

En 2000, de nouvelles fonctionnalités ont été développées : un moteur de recherche écrit en « Javascripts » permettra aux utilisateurs de terrain de consulter la base des échantillons SINTES sans avoir besoin pour cela de liaison internet ; les traitements des photographies des échantillons ont été améliorés et de nouvelles statistiques automatiques intégrées.

Pour répondre au nouveau personnel arrivé en 2000, des nouvelles stations de travail ont été installées. Parallèlement, l'OFDT a entrepris une migration des stations de travail vers Windows 2000. Cette migration, qui suppose un important changement de logiciels, ne sera achevée qu'en 2001. Ce type de solutions apporte une meilleure stabilité des micro-ordinateurs et permet d'envisager des solutions de reprise après incident beaucoup plus efficaces. Ce projet s'inscrit dans une démarche qualité.

Les photocopieurs ont été modifiés afin qu'ils puissent servir de scanner en réseaux (45 pages/minute). La revue de presse de la MILDT est distribuée via le réseau par ce moyen. Cette solution peu onéreuse permet un gain de temps et une économie de papier.

Une nouvelle version d'antivirus mise à jour en permanence par Internet a été installée.

Un nouveau « fire wall » (équipement de protection pour Internet) et des nouveaux « onduleurs » (évitent la surtension électrique et prennent le relais en cas de coupure) ont été installés.

Un nouveau logiciel comptabilité (ADIX v4) proposant une meilleure ergonomie a été installé. Une liaison spécialisée a été établie via une liaison RNIS pour permettre la maintenance à distance vers la société distributrice de ce logiciel. Pour des raisons de sécurité cette liaison n'est pas permanente.

Organes statutaires

Collège scientifique

Conseil d'administration et assemblée générale

L'Observatoire est administré par un conseil d'administration constitué d'un représentant de chacun de ses membres⁸. En 2000, le conseil d'administration s'est réuni à quatre reprises, à la demande de son président, monsieur Yves CHARPENEL, directeur des Affaires riminelles et des Grâces.

Réunions du conseil d'administration en 2000

En dehors de la traditionnelle approbation du procès-verbal de la séance précédente, la réunion du **3 février 2000** a permis aux membres du GIP de développer les thématiques qu'ils souhaiteraient que l'Observatoire traite et de préciser les informations directement utiles à leurs ministères respectifs. Le remplacement de monsieur H. LAGRANGE, qui souhaitait quitter le collège scientifique pour des raisons personnelles, a été débattu.

L'étude « Sécurité routière » loi GAYSSOT a été présentée conjointement par la DGS et le président du collège scientifique.

La présentation de la « convention de partenariat » signée avec Toxibase et une information sur les recrutements en cours sont venues clôturer cette première séance 2000, où les membres ont été invités, avant leur départ, à faire le tour des nouvelles installations.

Le rapport d'activités ainsi que le compte financier 1999 ont été présentés lors de la séance du **28 avril**. Annie SASCO et Serge KARSENTY ont été tous les deux nommés membres du collège scientifique, notamment pour renforcer l'expertise dans le domaine « tabac ». Enfin, le principe d'une mise à disposition de monsieur Alain LABROUSSE, ex-directeur de l'OGD, a été décidé.

Outre l'approbation de décisions budgétaires modificatives (DM), la séance du **15 septembre 2000** a été l'occasion pour la direction de l'Observatoire de présenter de façon détaillée l'état d'avancement de l'ensemble des dossiers en cours et de signaler la mise à disposition de A. LABROUSSE officielle depuis le 1er septembre. Le principe de placements financiers a été adopté.

Lors de la dernière séance de l'année (**30 novembre 2000**) où l'assemblée générale a également été convoquée, l'État prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) 2001 a été présenté et adopté. Le programme pour l'année à venir a été présenté accompagné d'un tableau de bord. Des difficultés liées à la gestion des ressources humaines au sein de l'OFDT ont été portées à l'attention de l'assemblée.

Un collège scientifique, qui comprend des institutions et des personnalités⁹, est désigné pour trois ans par le conseil d'administration sur proposition de son président. Celui-ci est consulté sur les projets qui constituent le programme de travail du groupement; il formule des avis sur les projets, leur déroulement et leurs résultats. Le collège s'est réuni en plénière à trois reprises au cours de cette année, à la demande de son président, monsieur Claude GOT.

Réunions du collège au cours de l'année 2000

Un certain nombre de thèmes d'étude, de synthèses de sujets à réaliser et d'indicateurs à mettre en place ont émergé du débat qui a eu lieu au cours de la réunion du 18 janvier 2000. Le projet de recherche présenté par M. BERGERON a été abordé en séance. De plus, cette première séance a permis aux différents présidents de commission de faire le point sur les travaux en cours.

Mme SASCO et M. KARSENTY ont rejoint le collège à l'occasion de la plénière du 4 mai 2000. Des débats ont eu lieu à propos du groupe de travail que la MILDt prévoit de mettre en place pour réfléchir et faire des propositions sur l'évolution prochaine des statuts et des missions de l'Observatoire: le collège mandate son président pour le représenter lors des prochaines réunions de ce groupe.

Le collège s'est engagé à soutenir le travail en cours mené sur le thesaurus en partenariat avec TOXIBASE.

Afin de faciliter les échanges d'information des membres du collège entre eux et avec l'équipe permanente, un site intranet¹⁰ « collège scientifique » d'accès protégé a été lancé.

L'édition 2001 d'*Indicateurs et tendances* est en route: le collège sera périodiquement tenu au courant de son état d'avancement.

Une mise au point sur les procédures d'expertises d'études a été effectuée lors de la séance du 26 octobre 2000. Il a été convenu que l'ensemble des expertises en cours pourra être consulté par les membres du collège via leur site.

À travers un tour de table, l'ensemble des membres du collège a formulé à la fois ses interrogations et les points fondamentaux sur la question des évolutions des missions de l'OFDT: le président du collège est mandaté pour en informer le groupe de travail.

8. Voir liste en annexe.

9. Voir liste en annexe.

10. <http://www.ofdt.fr/cs>.

Les commissions du Collège

Dès 1999, cinq commissions « spécialisées » issues du collège se sont mises en place. Présidées par un membre du collège et animées par un chargé d'études, celles-ci orientent, soutiennent et valident les travaux menés par l'Observatoire.

■ La commission « Indicateurs » ne s'est pas réunie cette année en raison du grand nombre de groupes de travail thématiques que l'OFDT a dû animer et co-ordonner.

■ La commission « Enquêtes en population générale » s'est réunie à trois reprises (8 mars, 24 mai et 9 novembre) au cours de l'année 2000. L'ensemble des enquêtes et des projets mené par l'OFDT a fait l'objet d'attention minutieuse au cours de ces séances (validation du rapport final ERROP, premières analyses du Baromètre santé et d'ESCAPAD, dispositif d'observation dans les DOM, expertise de demandes de financement...). Mme Christel Aliaga et M. François Clanché, qui remplacent Laurent Toulemon en tant que représentants de l'INSEE au collège scientifique de l'OFDT, ont été accueillis en cours d'année.

■ La commission « Tendances récentes » s'est penchée à l'occasion de sa réunion du 9 juin, sur le plan prévisionnel du second rapport TREND et sur le site intranet SINTES. La séance du 10 novembre correspondait à une période « charnière » dans le projet : les premiers résultats de l'évaluation ont été exposés et le nouveau responsable du pôle « Tendances récentes », Pierre-Yves BELLO, a présenté sur la base d'un document l'état de la réflexion de l'équipe relative à la redéfinition des objectifs de TREND. La réunion de la commission du 27 novembre a notamment permis de faire le point sur la réunion interministérielle du même jour.

■ La commission « Évaluation des politiques publiques » a validé, lors de sa séance du 1er février 2000, le projet de mandat d'évaluation global du plan triennal et s'est penchée sur trois évaluations : le réseau familles d'accueil, la prise en charge en milieu carcéral et le programme toxicomanie du 18e arrondissement de Paris. La réunion du 16 mars a permis de préparer la rencontre avec les chargés de missions de la MILDT, prévue quelques jours après, sur la mise en place du mandat global d'évaluation et du référentiel (au cours de l'année 2000 deux réunions de ce type ont eu lieu).

La réunion du comité interministériel du 26/09/00 sur l'évaluation du Plan triennal a été préparée lors de la séance du 19 septembre. Les diffusions des rapports *Interventions en milieu scolaire* (ADRESSE) et d'évaluation Bus méthadone – Paris, de Médecins du monde ont été évoquées. Enfin, deux nouveaux projets d'évaluations ont été soumis à l'avis de la commission : évaluation du dispositif de formation interministérielle et évaluation d'un dispositif expérimental d'implantation d'un programme de réduction de risques dans l'Hérault (PELERIN) ; l'OFDT apportera son soutien au projet présenté par AIDES (enquête sur les attentes des usagers de drogues concernant les traitements de substitution).

■ Le comité de rédaction de la revue *Tendances* qui s'est tenu le 12 décembre a, conjointement avec l'équipe, défini le planning prévisionnel de parution et cela pour l'ensemble de l'année 2001 (nombre de numéros et thèmes à traiter prioritairement).

Annexes

- Liste des études sélectionnées suite à l'appel d'offre 1997 - OFDT
- État d'avancement des évaluations de dispositifs spécifiques, mises en oeuvre par l'OFDT
- Principales publications de l'OFDT
- Parutions 2000
- Résumés des études publiées en 2000
- Liste des membres du conseil d'administration au 31 décembre 2000
- Liste des membres du collège scientifique au 31 décembre 2000
- Sigles
- Organigramme OFDT au 31 décembre 2000
- Couvertures des collections rouge et bleue OFDT
- Couverture du questionnaire « Enquête sur la santé et les comportements »

Etudes sélectionnées suite à l'appel d'offre 1997-OFDT

Tableau récapitulatif: état au 1er mars 2001

N° d'ordre	Nom de l'étude	Organisme et responsable	Publiée	Remise du rapport final prévue	En cours d'évaluation
97/01	Évaluation en milieu scolaire d'un programme de prévention primaire en matière de toxicomanie, proposition de mise au point d'un outil auprès de collégiens (15-16 ans)	INSERM Marie CHOQUET	1999		
97/02	Étude de la dépense publique en matière de drogues	ARMI Pierre KOPP	1998		
97/04	Incidence de la maternité sur la toxicomanie et interaction mère-enfant	Horizons Dr Jean EBERT		2 ^e semestre 2001	
97/05	Héroïne et cocaïne de Barcelone à Perpignan : des économies souterraines ethniques de survie à la généralisation des trafics transfrontaliers de proximité	Villes et mouvements Alain TARRIUS	1999		
97/06	Suivi et évolution des patients toxicomanes en médecine générale	ARES Alain Fontaine et Françoise Bâcle	2001		
97/07	Étude des caractéristiques de la population fréquentant les programmes d'échange de seringues [...] particulièrement du VIH et du VHC	INSERM France LERT	1999		
97/08	Carrières, territoires et filières pénales - Pour une sociologie comparée du trafic de drogues	IFRESI Dominique DUPREZ	2001		
97/09	Modes d'usage et comportement du cocaïnomanes consultant aux urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu de Paris: aspects cliniques et profil analytique	Urgences médico-judiciaires de l'Hôtel-Dieu Dr. DIAMANT-BERGER et Pr. GUYON	2001		
97/10	Alcool, cannabis, ecstasy chez les 18-25 ans en Centre Bretagne	ALEAS Isabelle BOUARD	1999		
97/11	Le coût social des drogues	ARMI Pierre KOPP	2000		
97/12	Études des filières-produits psychotropes à partir des soirées de musique " techno "	La Fondation des sciences de l'homme Michel SCHIRAY	1999		
97/13	Évolution de la prise en charge des toxicomanes. Enquête auprès des médecins généralistes et comparaison 92-95-97	EVAL Juliette BLOCH	1998		
97/14 et 97/14 bis	Les lycéens parisiens et les substances psychoactives: évolutions	INRP C. De PERRETI et Nelly LESELBAUM	1999		

N° d'ordre	Nom de l'étude	Organisme et responsable	Publiée	Remise du rapport final prévue	En cours d'évaluation
97/15	Le mode d'administration intraveineux de l'héroïne en France	REESCOM Michel JOUBERT		2 ^e semestre 2001	
97/16	Estimation locale de la prévalence de l'usage d'opiacés en France	ORMIP Pierre-Yves BELLO	1998		
97/17	Toxicomanie et délinquance: trajectoires pénales	CNRS/CESDIP Marie-Danièle BARRE	2001		
97/18	Les urgences comme observatoire des complications aiguës des nouveaux modes d'usage et des nouvelles drogues	Hôpital Fernand Widal-Espace Murger Dr. Anne-Marie PEZOUS			EVAL
97/19	Contribution ethnographique à l'étude de l'ecstasy	IREP Rodolphe INGOLD	1999		
97/21	Injection intraveineuse de buprénorphine haut dosage (Subutex®) par les usagers de drogues	REAMI Pr A. BOISSONNAS			EVAL
97/22	Psychotropes et dépendances: profil des consommateurs et trajectoires de leurs comportements. Approche épidémiologique et sociologique d'une cohorte	Université NANCY I École de santé publique Michèle BAUMANN			EVAL

Synthèse : État d'avancement des évaluations de dispositifs spécifiques, mises en œuvre par l'OFDT

Études(durée) Rapports disponibles	Responsable, organisme	Début	Fin	État d'avancement du projet
Bus méthadone (17 mois) Rapport final	R. Ingold, IREP F. Facy, INSERM	Avril 1998	Décembre 2000	Évaluation achevée. Diffusion ciblée (DDASS et CSST concernés ainsi que le réseau MDM) en décembre 2001. Publication disponible en ligne sur le site gouvernemental.
Points écoutes jeunes et Parents (9 mois) 1re et 2e notes d'étape disponibles 1re version Rapport final (novembre 1999) Rapport final simplifié en cours de rédaction	M. Joubert, RESSCOM	Juillet 1998	Janvier 2001	Évaluation achevée. Diffusion ciblée du rapport en janvier 2001.
Interventions en milieu scolaire (14 mois) Rapport intermédiaire	N. Leselbaum, ADRESSSE	Juillet 1998		Étude achevée. Avis défavorable de la commission évaluation quant à la diffusion du rapport. Diffusion interne.
UPS, Unité pour sortants (20 mois) Premier rapport d'étape délivré 31/01/00 Second rapport intermédiaire prévu pour avril 2000	M. Rotily, ORS PACA	Avril 1999	Décembre 2000	Remise du rapport final du premier volet de l'évaluation: février 2001. Diffusion de ce premier volet en avril 2001.
Famille d'accueil (9 mois)	CEMKA-EVAL, Y. CHARPAK GSP Conseil, J. SORIA	Mars 2000	Mars 2001	Évaluation achevée. Remise du rapport final: février 2001. Diffusion du rapport en avril 2001.
Dispositif toxicomanie du XVIII ^e arrondissement de Paris	ACT Consultant	Juillet 2000	Mai 2001	Mise en œuvre de l'évaluation et remise d'un premier rapport par ACT Consultant.
Préparation de l'évaluation du dispositif d'amélioration de la prise en charge des dépendances en milieu carcéral	Travail en interne	Mars 2000	Mai 2001	Validation du cahier des charges en cours.
Étude sur l'approche globale des conduites addictives en Suisse et au Québec. Rapport final	ORS Languedoc-Roussillon	Juillet 2000	Septembre 2000	Remise du rapport final à l'OFDT en septembre 2000. Expertise du rapport par deux scientifiques.
Étude du fonctionnement de quatre dispositifs départementaux de lutte contre l'alcoolisme	CSO-CNRS	Avril 2000	Février 2001	Remise d'une note intermédiaire en septembre 2000. Finalisation du rapport final en cours.

Principales publications de l'OFDT

Drogues et toxicomanies : indicateurs et tendances

Ce rapport dresse périodiquement l'état du phénomène « drogues et toxicomanies » en France. Il contient des fiches thématiques (un texte descriptif, des tableaux, des graphiques et des précisions méthodologiques) ainsi qu'une réunion de textes d'auteurs faisant état des résultats d'une enquête, d'une étude ou d'une recherche.

■ Édition 1999, Paris, OFDT, 271 p. (disponible également en anglais)

■ Édition 1996, Paris, OFDT, 128 p. (disponible également en anglais)

Tendances (ISSN 1295-6910)

Publication visant à mettre à la disposition des décideurs, professionnels avertis et chercheurs un suivi de tendances rétrospectif et prospectif, régulier et global en matière de consommations de substances psychoactives. cinq à six numéros par an ; quatre pages.

■ N° 10, déc. 2000 : « Les usages de substances psychoactives à la fin de l'adolescence : mise en place d'une enquête annuelle »

■ N° 9, novembre 2000 : « Alcool et délinquance »

■ N° 8, juin 2000 : « Comment les Français se représentent-ils les usagers d'héroïne ? »

■ N° 7, mars 2000 : « Tendances récentes sur les consommations de produits psychoactifs : et la composition de substances de synthèse »

■ N° 6, février 2000 : « Consommations de substances psychoactives chez les 14-18 ans scolarisés : premiers résultats de l'enquête ESPAD 1999, évolution 1993-1999 »

■ N° 5, décembre 1999 : « La diffusion de l'injection intraveineuse de l'héroïne en France »

■ N° 4, déc. 1999 : « Drogues et toxicomanies, l'état des perceptions et opinions en 1999 : premiers résultats »

■ N° 3, novembre 1999 : « Les drogues synthétiques en Europe »

■ N° 2, sept. 1999 : « Usages de drogues et dispositifs publics : indicateurs et tendances en 1999 »

■ N° 1, mai 1999 : « Les Français et les drogues : perceptions, opinions et attitudes 1988-1998 »

Tendances récentes (Nouvelle collection annuelle)

■ Tendances récentes, rapport TREND, Paris, OFDT, 98 p., mars 2000

Rapports de recherche financés par l'OFDT

■ Étude 23 - Évaluation des Points écoute jeunes et/ou parents, RESSCOM/OFDT, 262 p., oct. 2000

■ Étude 22 - Le coût social des drogues licites (alcool et tabac) et illicites en France, ARMI/OFDT, 277 p., septembre 2000

■ Étude 21 - L'injonction thérapeutique, évaluation du dispositif légal de prise en charge sanitaire des usagers de drogues interpellés, CNRS-GAPP/OFDT, 159 p., août 2000

■ Étude 20 - EROPP 99, enquête sur les représentations, opinions et perceptions relatives aux psychotropes, OFDT, 203 p., avril 2000

■ Étude 19 - Le consommateur de produits illicites et l'enquête de police judiciaire, CESDIP/OFDT, 55 p., mars 2000

■ Étude 18 - Caractéristiques sociales, consommations et risques chez les usagers de drogues fréquentant les programmes d'échange de seringues en France, INSERM U88 - IVS/OFDT, 62 p., décembre 1999

■ Étude 17 - Alcool, cannabis, ecstasy chez les 18-25 ans en Centre Bretagne, ALEAS/OFDT, 40 p., novembre 1999

■ Étude 16 - Ecsta, Trip, Coke, et Speed... : Approche ethnographique de la consommation d'ecstasy et de ses dérivés, les méthylènedioxyamphétamines, ainsi que d'autres drogues licites et illicites associées, IREP/OFDT, 123 p., octobre 1999

■ Étude 15 - Les filières produits psychotropes à partir des soirées de musique techno, CIRED/OFDT, 196 p., octobre 1999

■ Étude 14 - Les lycéens parisiens et les substances psychoactives : évolutions, INRP - Paris X/OFDT, 170 p., avril 1999 (Résumé : supplément Tendances septembre 1999)

■ Étude 13 - Les conduites déviantes des lycéens, CADIS/OFDT, 243 p., avril 1999 (Résumé : fiche OFDT)

■ Étude 13bis - Les conduites déviantes des lycéens dans les établissements classés en ZEP et dans les autres, CADIS/OFDT, 46 p., avril 1999

■ Étude 12 - Héroïne et cocaïne de Barcelone à Perpignan : des économies souterraines ethniques de survie à la généralisation des trafics transfrontaliers de proximité, Villes et Mouvements/OFDT, 52 p., Mars 1999 (Résumé : supplément Tendances septembre 1999)

■ Étude 11 - Évaluation en milieu scolaire d'un programme de prévention primaire en matière de toxicomanie, INSERM U472/OFDT, 109 p., janvier 1999 (Résumé : Résultats récents n° 10)

■ Étude 10 - Évolution de la prise en charge des toxicomanes - Enquête auprès des médecins généralistes en 1998 et comparaison 92-95-98, EVAL/OFDT, 49 p., novembre 1998) - (épuisé) (Résumé : Résultats récents n° 9)

- Étude 9 - *Perceptions, opinions, attitudes et connaissances de la population française en matière de toxicomanie*, OFDT, 62 p., septembre 1998
- Étude 8 - *Étude du fichier FNAILS des interpellations pour usage de stupéfiants au niveau de l'individu*, ENSAE Junior ETUDES/OFDT, 59 p., juillet 1998
- Étude 7 - *Les Comités d'environnement social*, CADIS/OFDT, 117 p., mai 1998 (Résumé: Résultats récents n° 8)
- Étude 6 - *Vers l'analyse du coût des drogues illégales*, ARMI/OFDT, 80 p., mai 1998 (Résumé: fiche OFDT)
- Étude 5 - *Estimations locales de la prévalence de la toxicomanie*, ORSMIP/OFDT, 104 p., mars 1998 (Résumé: Résultats récents n° 7)
- Étude 4 - *Recherche sur les usages d'ecstasy en Gironde*, CEID/OFDT, 44 p., fév. 1998- (épuisé) (Résumé: Résultats récents n° 6)
- Étude 3 - *Recherche pilote sur la consommation d'ecstasy*, IREP/OFDT, 116 p., février 1998 (Résumé: Résultats récents n° 5) - (épuisé)
- Étude 2 - *Étude du fichier FNAILS des interpellations pour usage de stupéfiants au niveau de l'individu*, ENSAE Junior ETUDES/OFDT, 43 p., novembre 1997 (épuisé)
- Étude 1 - *Familles et toxicomanies: initiatives privées et publiques: groupe-parents, service d'aide téléphonique, de nouveaux espaces pour la parole*, FIRST/OFDT, 202 p., Juillet 1997 (Résumé: Résultats récents n° 4)
- *Approche ethnographique de la consommation de cannabis en France*, IREP, juin 1997. Cette étude n'est pas diffusée par l'OFDT car elle a fait l'objet d'une publication sous forme d'ouvrage: *Le cannabis en France*, R. Ingold, M. Toussirt, éd. Anthropos, 1998, ISBN 2-7178-3532-6 (Résumé: Résultats récents n° 3)

Répertoire des sources statistiques sur les drogues et les toxicomanies

Données quantitatives françaises concernant les drogues et les toxicomanies sous formes de fiches recensant les séries statistiques et les études spécifiques (populations institutionnelles, populations particulières, enquêtes en population générale).

- Édition 1997, Paris, OFDT, 188 p. (épuisé)
- Version électronique disponible sur le site internet: www.drogues.gouv.fr (rubrique Savoirs professionnels puis Statistiques)

N.B.: nous vous rappelons que l'OFDT diffuse également les publications de l'OEDT.

Liste des parutions en 2000

En format A5

- *Tendances récentes*, rapport Trend, 100 pages, OFDT, mars 2000.
- Marie-Danièle Barré, Thierry Godefroy et Christophe Chapot, *Le consommateur de produits illicites et l'enquête de police judiciaire. Étude exploratoire à partir des procédures de police judiciaire*, CESDIP, 56 pages, OFDT, mars 2000.
- François Beck, Patrick Peretti-Watel, ERROP 99. *Enquête sur les représentations, opinions et perceptions relatives aux psychotropes*, 204 pages, OFDT, avril 2000.
- Michel Setbon (avec la collaboration de Jeanne de Calan), *L'injonction thérapeutique. Évaluation du dispositif légal de prise en charge sanitaire des usagers de drogues interpellés*, CNRS-GAPP, 160 pages, OFDT, août 2000.
- Pierre Kopp, Philippe Fenoglio, *Le coût social des drogues licites (alcool et tabac) et illicites en France*, 280 pages, OFDT, septembre 2000.
- Elizabeth Jacob, Michel Joubert, Sylviane Touzé, *Évaluation des Points écoute jeunes et/ou parents*, RESSCOM, 264 pages, OFDT, octobre 2000.
- Hélène Martineau, Émilie Gomart, *Politiques et expérimentations sur les drogues aux Pays-Bas*, CESDIP-CSI, 156 pages, OFDT, décembre 2000.
- François Beck, Stéphane Legleye, Patrick Peretti-Watel, *Regards sur la fin de l'adolescence. Consommations de produits psychoactifs dans l'enquête ESCAPAD 2000*, 224 pages, OFDT, décembre 2000.

En format A4

- *Un rapport sur la prévention des toxicomanies en milieu scolaire*, en novembre 2000.
- *Évaluation du dispositif Bus méthadone*, 142 pages, OFDT, décembre 2000.

Les tirages et la diffusion des rapports ont été nettement plus ambitieux que ceux de l'année 1999. Plusieurs rapports ont été imprimés à 2 600 exemplaires dont près de 2 000 exemplaires ont été diffusés l'année de leur parution.

Numéros de Tendances publiés en 2000

- N° 6, février 2000, « Consommations de substances psychoactives chez les 14-18 ans scolarisés: premiers résultats de l'enquête ESPAD 1999. Evolution 1993-1999 », Marie Choquet, Sylvie Ledoux, Christine Hassler (INSERM U 472), François Beck, Patrick Peretti-Watel (OFDT)
- N° 7, mars 2000, « Tendances récentes sur les consommations de produits psychoactifs et la composition des substances de synthèse », Jean-Michel Costes (OFDT).
- N° 8, juin 2000, « Comment les Français se représentent-ils les usagers d'héroïne? », Patrick Peretti-Watel (OFDT).
- N° 9, novembre 2000, « Alcool et délinquance », Claudine Perez-Diaz (CNRS).
- N° 10, décembre 2000-janvier 2001, « Les coffee-shops aux Pays-Bas: la tolérance à la néerlandaise », Hélène Martineau et Émilie Gomart (OFDT).

Études OFDT publiées en 2000

(trois des résumés ont été réalisés par TOXIBASE)

Le consommateur de produits illicites et l'enquête de police judiciaire : étude exploratoire à partir des procédures de police judiciaire.

BARRE M. D. ; GODEFROY T. ; CHAPOT C.

Étude OFDT, n° 19, Paris, OFDT, 2000, 55 p.

« Évaluer précisément la place et l'importance des informations et des renseignements obtenus auprès des usagers (consommateurs) interpellés et l'incidence de ces éléments sur la suite des enquêtes (identification des trafiquants, démantèlement de réseaux de dealers) » : telle était la demande de la MILDT à l'OFDT, en suggérant de s'appuyer sur une exploitation des procédures centralisées à l'OCRTIS. Le CESDIP chargé de ce travail s'est trouvé confronté à une double demande, qui touchait à la fois l'examen du rôle et de la place des usagers dans le démantèlement des affaires de vente et trafic, et l'intérêt de la lecture des procédures pour cet examen.

La réponse a été organisée autour de deux axes :

- la présentation du support ou, ce que l'on ne peut pas dire sur « la place de l'utilisateur » à partir de la lec-

ture des procédures : l'histoire de l'affaire, l'identité de l'utilisateur ;

- ce que l'on peut dire à partir de la lecture des procédures : les types d'usages, les usagers (leurs caractéristiques et les informations qu'ils apportent).

L'analyse se fonde sur la lecture approfondie de près de 200 procédures de police judiciaire, qui mettent en cause 498 personnes. Des entretiens complémentaires ont enrichi le propos.

En conclusion, il semble que l'analyse des deux types de procédures (simple/complexe) dessine une place des usagers dans l'activité policière compliquée et variable qui ne se réduit pas à l'un ou l'autre terme de l'alternative.

Le cadre de la recherche exploratoire ne permet pas d'aller plus loin que ces quelques indices.

Les entretiens ont révélé la conviction profonde des interlocuteurs de la nécessité d'une pénalisation de l'usage, qui, appliquée à bon escient, disent-ils, est une façon de signaler ceux qui vont mal au corps social.

EROPP 99 : enquête sur les représentations, opinions et perceptions relatives aux psychotropes.

BECK F. ; PERETTI-WATEL P.

Étude OFDT, n° 20, Paris, OFDT, 2000, 203 p.

Le champ de la toxicomanie relève à la fois de la santé publique, du domaine social et politique : c'est un problème de société qui suscite de vifs débats véhiculant des discours et des représentations particulières. Cette enquête établit les bases d'une sorte de « tableau de bord » des croyances et opinions des

Français en matière de toxicomanie. Il va permettre à la fois de rendre compte des impacts de la politique publique et de décrire la diversité des représentations, afin

d'aider à l'élaboration d'actions d'information et de prévention. La répétition de cette enquête conduira à l'observation de l'évolution des connaissances des Français sur les produits et leurs modes d'utilisation, à moyen et à long termes. En annexe, sont présentés le questionnaire et les tris de l'enquête, ainsi que la structure de l'échantillon.

L'injonction thérapeutique : évaluation du dispositif légal de prise en charge sanitaire des usagers de drogues interpellés.

SETBON M. ; DE CALAN J.

Étude OFDT, n° 21, Paris, OFDT, 2000, 159 p., Autre source de publication : Rapport de recherche, Paris, CNRS, 1998, 144 p.

L'injonction thérapeutique (IT) est et restera dans le cadre actuel sans effet sur le problème de l'usage de drogues car son taux d'effectivité est trop faible. De plus, tout porte à penser que les rares usagers de drogues (UD) n'ont qu'une faible probabilité de recevoir une prise en charge correspondant à leur état. Telles sont les conclusions du premier rapport de recherche sur cette mesure. L'objectif de la recherche qui s'est déroulée en 1996-1997 sur le territoire métropolitain visait à fournir un reflet factuel et analytique le plus fidèle possible de la mise en œuvre de l'injonction thérapeutique (IT). Le rapport est découpé en quatre chapitres :

1 - Exposé de la méthodologie qui a permis le choix d'un échantillon représentatif de 25 tribunaux de grande instance, suivi de la loi de 1970 et des différentes circulaires définissant

et modifiant l'IT depuis cette date.

2 - Partie du processus qui va de la qualification des UD interpellés à la notification à certains d'entre eux par le parquet d'une IT : phase de construction de la décision.

3 - Mise en œuvre de l'IT, processus qui va de la réception de l'UD ayant eu une IT notifiée à la DDASS, à la fin de la prise en charge.

4 - Synthèse analytique des résultats, une discussion sur certaines questions jugées décisives et des conclusions ayant pour objet de s'interroger sur le devenir de l'IT, sur sa conception et sur les conditions d'une mise en œuvre effective. (Extrait du document)

*Le coût social des drogues licites (alcool et tabac) et illicites en France.**KOPP P.; FENOGLIO P.**Étude OFDT, n° 22, Paris, OFDT, 2000, 277 p.*

Cette étude permet pour la première fois de chiffrer approximativement le poids économique des drogues en France. Ce « coût social » se répartit approximativement en 115 milliards de francs pour l'alcool (1,42 % du PIB) qui arrive ainsi en tête, 90 milliards de francs pour le tabac (1,1 % du PIB), et 13 milliards de francs pour les drogues illicites (0,16 % du PIB). Il se dégage des premières données chiffrées présentées dans ce rapport que les drogues (licites et illicites) imposent un coût social important à la collectivité (218 milliards de francs au total). Chaque année, 2,68 % du PIB, selon les calculs des auteurs, et près de 3 % (une fois corrigés les biais minorants) sont ainsi gaspillés. La moitié de cette somme correspond aux pertes de revenus et de pro-

ductivité engendrées par les décès et l'absentéisme et 20 % aux dépenses de santé, le reste se partageant entre les autres postes. Le

coût social des drogues illicites en France s'inscrit dans la norme des autres pays (0,16 % du PIB en France, 0,2 % au Canada, 0,2 % dans la Confédération helvétique, 0,4 % en Australie, 0,4 % au Royaume-Uni), c'est-à-dire bien loin derrière l'alcool et le tabac. Le coût pour la collectivité du tabac et des drogues illicites semble également « normal » au regard des études étrangères. En revanche, le poids des problèmes posés par la consommation d'alcool semble élevé, ce qui suggère l'hypothèse d'une « exception française » où le fait que la France se place au premier rang de l'Europe des 15, en matière de consommation d'alcool pur, trouverait sa traduction en terme de « coût social ». (Extrait du document)

*Évaluation des Points écoute jeunes et/ou parents créés à partir de la Circulaire n° 97/280 du 10 avril 1994.**JACOB E.; JOUBERT M.; TOUZE S.**Étude OFDT, n° 23, Paris, OFDT, 2000, 262 p.*

La circulaire du 10 avril 1997 qui formalise le dispositif Point écoute l'inscrit dans le cadre de la « prévention de la toxicomanie et de la marginalisation » en affirmant la nécessité d'engager une approche globale des questions de toxicomanie. La prise en compte des liens entre la souffrance sociale et la souffrance psychique qui pèse plus fortement sur les jeunes fragilisés socialement suppose que des liens directs soient établis avec eux dans un cadre de proximité. L'évaluation se proposait d'interroger les conditions dans lesquelles les

Points écoute avaient mis en œuvre leurs actions de prévention sur le terrain, comment ils procédaient pour se rapprocher des publics habituellement éloignés, la manière

dont ils travaillaient avec eux, les méthodes et qualifications mobilisées; les effets recherchés et produits. L'enquête par questionnaire (investigation suivie et approfondie) a interrogé les principales dimensions des actions engagées et des moyens utilisés (rôle de la dynamique locale, positionnement préventif, accessibilité des lieux, manière de faire fonctionner la proximité avec le public, registres d'action, compétences mobilisées, problématiques de l'écoute, profils des publics reçus...). (À partir du résumé d'auteur)

*Politiques et expérimentations sur les drogues aux Pays-Bas.**MARTINEAU H.; GOMART E.**Étude OFDT, n° 24, Paris, OFDT, 2000, 155 p.*

Après le principe de la séparation des marchés, puis celui de réduction des risques, la politique néerlandaise en matière de drogues est marquée par la politique de lutte contre les nuisances liées aux drogues. La présente analyse en expose les objectifs, les acteurs, les outils, sans oublier les difficultés de son implantation. Ces éléments ne peuvent se comprendre sans référence aux modèles précédents. C'est pourquoi le chapitre 1 débute par un historique de la politique néerlandaise depuis les années soixante-dix. Le chapitre 2 est l'occasion d'une présentation générale du système statistique néerlandais en matière de drogues et d'un état des lieux statistique de la question. Sont examinées, de façon critique, les données couramment présentées pour appuyer les politiques mises en œuvre: ampleur et caractéristiques de la consommation de drogues douces et dures, les évolutions mesurées, les données de mor-

talité et de morbidité et enfin les rares données relatives aux nuisances. Les chapitres 3 et 4 sont centrés sur la mise en pratique de

la politique de réduction des nuisances et des transformations récentes qu'elle a entraînées dans les champs du judiciaire et du soin. Le chapitre 3 est consacré à la présentation des textes, des acteurs et de la pratique du domaine judiciaire. À côté de l'aspect plus classique de la lutte contre le trafic à grande échelle, les Néerlandais se sont mobilisés sur d'autres fronts et ce, plus ou moins récemment: le tourisme de la drogue, la culture du nederwiet, la production nationale de drogues de synthèse et tous les facteurs de nuisances liées aux drogues. Ce chapitre est l'occasion de revenir sur l'aspect répressif de la loi sur l'opium de 1976 en soulignant, là encore, les adaptations récentes des textes législatifs et réglementaires aux nouvelles préoccupations des autorités. Le chapitre 4 accorde peu de place à la description du système traditionnel de prise en charge sanitaire et sociale des usagers, qui pourrait à elle seule

faire l'objet d'un rapport. L'accent est plutôt mis sur les transformations récentes du système de soins. À l'exception du programme expérimental de prescription d'héroïne, exposé en fin de chapitre, tous les projets présentés s'inscrivent dans la ligne de budget de la politique des nuisances. Cette situation a entraîné (de façon plus ou moins forcée) une redéfinition des actions jusque-là focalisées sur la réduction des risques.

Regards sur la fin de l'adolescence: consommations de produits psychoactifs dans l'enquête ESCAPAD 2000

BECK F.; LEGLEYE S.; PERETTI-WATEL P.

Paris, OFDT, 2000, 220 p.

L'enquête dont les résultats sont présentés ici s'est déroulée dans le cadre de la Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) remplaçant le service national depuis 1998. La fin du service national obligatoire ayant entraîné la fermeture des centres de sélection, les enquêtes annuelles sur les usages de substances psychoactives menées par le Service de santé des armées ont été abandonnées après 1996. L'enquête ESCAPAD 2000 a été proposée à l'ensemble des jeunes présents à deux sessions du mois de mai en France métropolitaine. Elle est réalisée à l'aide d'un questionnaire – auto-administré et anonyme – qui a permis de recueillir les réponses de près de 14 000 jeunes sur leurs consom-

Les acteurs traditionnels du soin ont dû coopérer plus amplement avec des acteurs parfois novices dans ce domaine (justice, police, municipalités, usagers, voisins, etc.) pour définir ensemble de nouvelles formes de coordination entre soins et répression. C'est encore une des particularités des projets annoncés par la politique de lutte contre les nuisances. (Résumé d'auteur)

mations de produits psychoactifs, leur santé ainsi que leurs comportements de loisirs. L'objectif de cette enquête transversale, menée sur un échantillon important et re-

présentatif des jeunes Français, est de donner des résultats précis sur une tranche d'âge réduite. Elle aborde une dizaine de thèmes notamment les relations entre ces usages et les comportements de santé, les situations scolaire et familiale, et la pratique sportive.

Parmi les principaux résultats, on peut noter que : 4 adolescents de 17 ans sur 10 fument quotidiennement ; que la consommation d'alcool est résolument masculine ; qu'à cet âge, 1 garçon sur 2 a déjà expérimenté le cannabis ; que les expériences pour les autres substances psychoactives restent faibles y compris l'ecstasy, mais que la polyconsommation persiste.

Évaluation du dispositif Bus méthadone.

Paris, OFDT, 2000, 142 p.

Cette étude comprend quatre livrets conçus pour être lus isolément – si besoin – en fonction des deux types de lecteurs auxquels elle s'adresse, à savoir : les personnes concernées par le dispositif lui-même d'une part, et les personnes qui souhaitent approfondir une question particulière d'autre part. Le livret 1 fournit la synthèse de l'évaluation du Bus méthadone préparée par l'OFDT. Pour clôturer cette partie, le livret traite les contraintes et les restrictions méthodologiques que le lecteur devra prendre en considération afin de juger de la validité des conclusions de l'évaluation. Le livret 2 présente les recommandations élaborées par le Groupe de pilotage (composé de représentants de la DGS, de la DDASS, de la MILDt, de l'OFDT, de MDM et de l'équipe IREP/INSERM), compte tenu des résultats et des

conclusions de l'évaluation. Certaines recommandations s'adressent surtout aux autorités

de tutelle, d'autres sont destinées aux « maîtres d'œuvre » du dispositif. Le livret 3 décrit les activités du Bus pendant sa deuxième année de fonctionnement (1999). Il cherche à donner un aperçu plus complet de la partie du rapport d'évaluation, consacrée aux réalisations du dispositif, ne portant que sur la période pendant laquelle s'est étendue l'évaluation (depuis 1998).

Il s'agit du Rapport d'activités de Médecins du monde (MDM) réalisé par l'équipe du Bus. Le livret 4 comporte le rapport rédigé par l'équipe d'évaluation IREP/INSERM. Il est composé de deux parties distinctes : d'une part, l'étude ethnographique et d'autre part, l'étude épidémiologique. Les recommandations élaborées par l'équipe d'évaluation servent à clôturer leur rapport.

Tendances récentes. Rapport TREND

Paris, OFDT, 2000, 98 p.

Les données de ce rapport sont issues du dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND). En complémentarité avec les sources existantes, TREND tente -d'élaborer une approche permettant de détecter les phénomènes émergents, comprendre les contextes, les modalités d'usages et les implications diverses de la consommation des substances, de suivre dans le temps

les évolutions de la consommation pour en dégager les tendances. S'inspirant des dispositifs similaires

dans d'autres pays, le fonctionnement du système est pertinent dans sa méthode de recueil et d'analyse qualitative des données ; il est sur un nombre limité de sites ; sa souplesse permet la remontée d'information sur un phénomène émergent, donc non prévisible ; une collecte concomitante d'informations de plusieurs observateurs sur le même site permet une validation de l'information et une compréhension du phénomène re-

situé dans son contexte. Deux espaces de consommation ont été investigués au cours de cette période de mise en place du dispositif: l'espace urbain et l'espace festif. Le premier touche la population de consommateurs « à problèmes » repérés dans les CSST et en milieu très urbanisé, le deuxième touche les consommateurs des raves et des établissements de nuit diffusant une musique techno. Pour remplir sa mission, TREND s'appuie sur deux types de sources: un réseau d'obser-

vateurs sentinelles et des sources institutionnelles. Les conclusions indiquent que dans l'espace urbain, l'usage d'opiacés reste dominant mais que le crack et la cocaïne sont en développement. Dans l'espace festif ce sont les stimulants (ecstasy, speed, cocaïne) et les hallucinogènes (LSD notamment) qui dominent et des substances telles que DMT, DOB, 4-MTA apparaissent dans un contexte caractérisé par l'absence d'informations sur leurs effets et les risques engendrés. Les deux espaces ne sont pas étanches. (Extrait du document.)

Liste des membres du conseil d'administration de l'OFDT au 31 décembre 2000

L'État représenté par

Le ministre chargé de l'Emploi et de la Solidarité
ou son représentant

Le ministre chargé de la Santé ou son représentant
Madame Katherine CORNIER

Le ministre chargé de la Ville ou son représentant
Madame Catherine RICHARD

Le ministre de la Justice ou son représentant
Monsieur Yves CHARPENEL

Le ministre chargé de la Défense ou son représentant
Monsieur le colonel BROWNE

Le ministre chargé de l'Intérieur ou son représentant
Monsieur Michel BOUCHET

Le ministre chargé des Affaires étrangères
ou son représentant
Monsieur Eric DANON

Le ministre chargé du Budget ou son représentant
Monsieur Jean PUIG

Le ministre de la Jeunesse des Sports
ou son représentant
Madame Dominique BILLET

Le ministre de l'Éducation nationale
ou son représentant
Madame Martine CAUVILLE

Le ministre chargé de la Recherche ou son représentant
Monsieur François COURAUD

Le président de la Mission interministérielle de la
lutte contre la drogue et la toxicomanie ou son
représentant
Madame Nicole MAESTRACCI

Les personnes morales de droit public ou privé

Fédération nationale des observatoires régionaux de la
santé

Le directeur de la FNORS ou son représentant
Monsieur Alain TRUGEON

Le Réseau national de documentation sur les pharma-
codépendances (TOXIBASE)

Le président ou son représentant
Monsieur Gérard CAGNI

Autres participants

Le contrôleur D'État ou son représentant
Monsieur Hubert REDON

Le commissaire du Gouvernement
Madame Elisabeth AUBOURG

Le président du collège scientifique
Monsieur Claude GOT

L'agent comptable
Monsieur Jean FRANKA

Le directeur de l'OFDT
Monsieur Jean-Michel COSTES

Liste des membres du Collège scientifique au 31 décembre 2000

Membres nommés statutairement

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques (DREES)
Gérard BADEYAN
Chef de bureau état de santé de la population

Ministère de la Défense
Service technique de renseignements judiciaires
de la gendarmerie nationale (STRJGN)
Joseph CANDALOT
Chef d'escadron

Institut national de la statistique et des études éco-
nomiques (INSEE)
François CLANCHE
Chef division enquêtes et études démographiques

Direction générale des droits et des douanes indi-
rects - DGDDI
Bernard DUSSAIN
Chef du bureau A2

Ministère de la Défense
Direction centrale du service de santé des armées
(DCSSA)
Jean-Dominique FAVRE
Psychiatrie- médecin en chef

Institut national de la santé et de la recherche
Médicale (INSERM unité 149)
Monique KAMINSKI
Directrice de recherche

Ministère de l'Intérieur
Office central de répression du trafic illicite
de stupéfiants (OCRTIS)
Dominique PECHEUX
Responsable FNAILS

Ministère de la Justice
Sous-direction de la statistique, des Études
et de la documentation (SDSED)
Alain SAGLIO
Directeur

Membres nommés à titre personnel

Sylvain DALLY
Hôpital Fernand Widal
Service de médecine interne

Alain EHRENBURG
GDR Psychotropes, politique, société

Alain EPELBOIN
Laboratoire ethnobiologie-biogéographie CNRS
Chargé de recherche

Claude FAUGERON
GDR Psychotropes, politique, société

Claude GOT
Président du Collège scientifique

Olivier GUERIN
Magistrat, avocat général à la Cour de cassation.
Avocat général à la Cour de cassation

Claude JACOB
CHS Jury Les Metz Intersecteur
des pharmacodépendances
Chef du service Psychiatrie

Serge KARSENTY
CNRS laboratoire Droit et changement social
Directeur adjoint

Pierre KOPP
Université Paris I Panthéon Sorbonne
Professeur Sciences économiques

Antoine LAZARUS
Université de Paris XIII
Département de Santé publique et de médecine

Annie SASCO
CIRC/INSERM (DR INSERM)
Chef de l'unité épidémiologie
pour la prévention du cancer

Michel SETBON
Groupe d'analyse des politiques publiques (GAPP)

Marc VALLEUR
Centre médical Marmottan
Psychiatre

Signification des sigles

AC: Action commune
 ADRESSSE: Association pour le développement des recherches et enquête en sciences sociales et sciences de l'éducation
 AFR: Agence française de réductions des risques
 AFSAPPS: Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé
 AIDES: Aide aux malades et à la recherche d'information du public sur le Sida
 ALEAS: Recherches anthropologiques/documents audiovisuels
 AMPT: Association méditerranéenne de prévention des toxicomanies
 ANEP: Association nationale d'entraide et de prévoyance
 ANIT: Association nationale des intervenants en toxicomanie
 APPRE: Actions et projets de prévention-recensement
 ARES: Association réseau de soins
 ARMI: Association de recherche sur les marchés informels
 ASUD: Auto-support et prévention du VIH parmi les usagers de drogues
 C.A.: Conseil d'administration
 C.E.I.P: Centre d'Études et d'Information sur les pharmacodépendances
 C.S.: Collège scientifique
 CADIS: Centre d'analyse et d'interventions sociologiques
 CAST: Centre d'accueil et de soins pour toxicomanes
 CCCA: Centre d'alcoologie
 CDO: Convention départementale d'objectif
 CEID: Comité d'étude et d'information contre la drogue
 CESDIP: Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales
 CFES: Comité français d'éducation pour la santé
 CIRDD: Centre d'information et de ressources sur la drogue et les dépendances
 CIRED: Centre international de recherches sur l'environnement et le développement
 CNAM: Caisse nationale d'Assurance maladie
 CNIL: Commission nationale informatique et liberté
 CNISF: Conseil national des ingénieurs et scientifiques de France
 CNRS: Centre national de recherche scientifique
 CPDDD: Chefs de projets départementaux sur la drogue et les dépendances
 CREDOC: Centre de recherche, d'étude et d'observation des conditions de vie
 CRIPS: Centre régional d'information et de prévention du Sida
 CSST: Centre de soins spécialisés pour toxicomanes
 DAP: Direction administrative pénitentiaires
 DATIS: Drogues alcool tabac Infos Services (ex-DIS Drogues Info Services)
 DDASS: Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
 DGDDI: Direction générale des droits et des douanes indirects
 DGS: Direction générale de la santé
 DH: Direction des hôpitaux
 DM: Décision modificative
 DOM: Département d'outre-mer
 DRAMES: Décès en relation avec l'abus de médicaments et de substances
 DRASS: Direction régionale des affaires sanitaires et sociales
 DRESS: Direction de la recherche, des études et des statistiques

ECAT : Évaluation continue ambulatoire des patients sous traitement Subutex®

EDDRA : Exchange on Drugs Demand Reduction Activities

EMCDDA : European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction

ENAP : École nationale d'administration pénitentiaire

ENM : École nationale de magistrature

ENSAE : École nationale de la statistique et de l'administration économique

ENSAI : École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information

ENSP : École nationale de santé publique

ENVEFF : Enquête sur les violences envers les femmes

EPRD : État prévisionnel des recettes et des dépenses

EROPP : Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes

ESCAPAD : Enquête sur la santé et les comportements appel préparation à la défense

ESPAD : European School Survey and Alcohol and Other Drugs)

EVAL : Évaluation médicale sociale santé publique (association)

FETE : Formation étude en toxicomanie de l'Est

FIRST : Formation information recherche Sida toxicomanie

FNAILS : Fichier national des infractions à la législation des stupéfiants

FNORS : Fédération nationale des observatoires régionaux de la santé

GAPP : Groupe d'analyse des politiques publiques

GDR : Groupement de recherche

GHD : Groupe horizontal drogues

GIP : Groupement d'intérêt public

Groupe IDA : Indicateurs d'alcoolisation

Groupe IDI : Indicateurs drogues illicites

Groupe IDT : Indicateurs et données sur le tabac

IC : Indicateurs clés

IDUP : Institut de démographie de l'université Paris I

IFRESI : Institut fédératif de recherche sur les économies et les sociétés industrielles

INED : Institut national d'études démographiques

INJEP : Institut national jeunesse et éducation populaire

INRP : Institut national de la recherche pédagogique

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale

InVS : Institut de veille sanitaire

IRCGN : Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale

IREP : Institut de recherche et d'études sur les pharmacodépendances

ISPED Université Bordeaux 2 : Institut de santé publique d'épidémiologie et de développement (centre de documentation)

IUMSP : Institut universitaire de médecine sociale et préventive (Lausanne)

LIRESS : Association d'ethnologues-sociologues spécialistes du milieu des raves et techno

MAIF : Mutuelle assurance des instituteurs de France

MDM : Médecins du Monde

MILDT : Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie

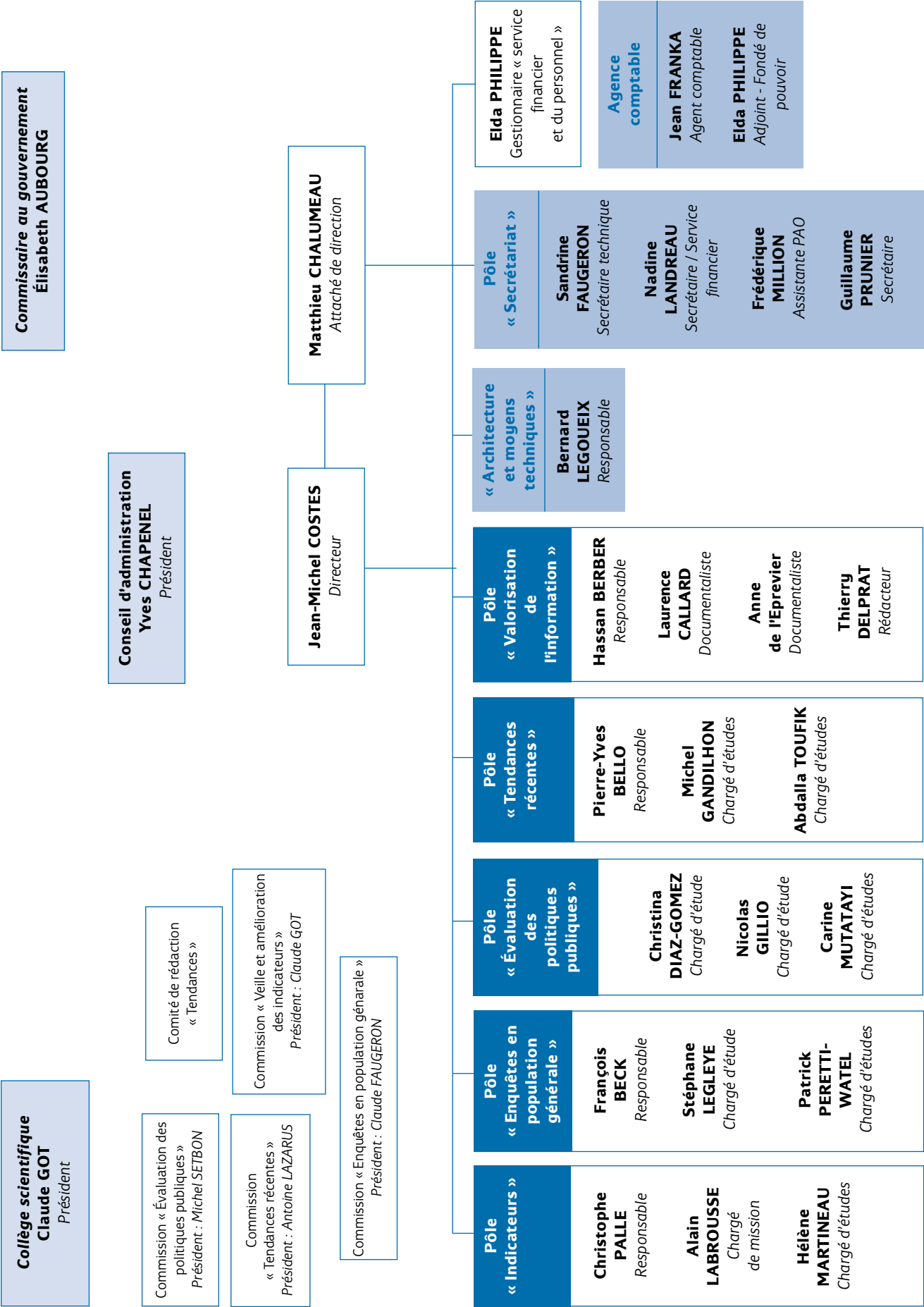
OCRTIS : Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants

OEDT : Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

OGD : Observatoire géopolitique des drogues

OPPIDUM : Observation de produits psychotropes illicites ou détournés de leur utilisation médicamenteuse

ORS: Observatoire régional de santé
ORSMIP: Observatoire régional de la santé en Midi-Pyrénées
OSIAP: Ordonnances suspectes, indicateurs d'un abus possible
PHRC: Programme hospitalier de recherche clinique
PMA: Paraméthoxyamphétamine
REAMI: Recherche et enseignement sur les addictions en médecine interne (association)
REITOX: Réseau européen d'information sur les drogues et les toxicomanies
RESSCOM: Recherches sociales, santé, action communautaire
SAT: Service d'aide aux toxicomanes
SD6B: Sous-direction santé et société de la DGS – bureau des pratiques addictives
SDSED: Sous-direction de la statistique, des études et de la documentation
SEDAP: Société d'entraide et d'action psychologique
SFE: Société française d'évaluation
SIAMOIS: Système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'insertion stérile
SINTES: Système d'identification national des toxiques et substances
T.G.I: Tribunal de grande instance
TREND: Tendances récentes nouvelles drogues
UCSA Fleury-Mérogis: Unité de consultation de soins en ambulatoire
UD: Usagers de drogues
UPS: Unité pour sortants
VHB: Virus de l'hépatite B
VHC: Virus de l'hépatite C
VIH: Virus de l'immuno-déficience humaine
ZEP: Zone d'éducation prioritaire



Couverture d'un rapport « collection rouge » publié en 2000



Observatoire français des drogues et des toxicomanies

Regards sur la fin de l'adolescence

Consommations de produits
psychoactifs dans l'enquête
ESCAPAD 2000

François BECK
Stéphane LEGLEYE
Patrick PERETTI-WATEL

Couverture d'un rapport « collection bleue » publié en 2000



Observatoire français des drogues et des toxicomanies

Politiques et expérimentations sur les drogues aux Pays-Bas

Hélène MARTINEAU
Émilie GOMART

CESDIP

Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales

CSI

Centre de sociologie de l'innovation

Couverture du questionnaire « Enquête sur la santé et les comportements »

enquête sur la santé et les comportements

Bonjour,

cette enquête est proposée à 15 000 appelés, dans l'ensemble des centres du territoire français, et porte sur votre santé.

Sa réussite dépend de **vous.**

Le questionnaire est **confidentiel et anonyme,**

vous pouvez donc y répondre en toute confiance, mais vous devez le faire de manière sincère pour ne pas fausser les résultats. Il n'est pas fait pour contrôler vos connaissances ou vous juger. Il vise à mieux comprendre les habitudes des jeunes en général et à recueillir des informations indispensables pour améliorer la prévention et mieux répondre à vos attentes.

OFDT
Observatoire français des
drogues et des toxicomanies

105 rue La Fayette
75010 Paris
Tél : 01 53 20 16 16
Fax : 01 53 20 16 00
E-mail : ofdt@ofdt.fr

Rédaction : toute l'équipe OFDT
Maquette : Frédérique Million
Adaptation : Sylvie Allouche

Impression : Pairault-Cassegrain (Niort)

**Observatoire français
des drogues
et des toxicomanies**

105 rue La Fayette
75010 Paris
Tél : 01 53 20 16 16
Fax : 01 53 20 16 00
E-mail : ofdt@ofdt.fr

